INCOFIN CVSO
RAPPORT ANNUEL 2017

Impact financier et social
au Paraguay et dans le reste du monde

Performance sociale
Comment ça fonctionne ?

Le feu rouge
Découverte, sur le terrain, de l'impact social de la Fundación Paraguaya

Mission

Incofin scfs investit dans des institutions de microfinance (IMF) durables dans les pays en développement. Celles-ci proposent des services financiers adaptés à de petites entreprises locales ayant une forte valeur ajoutée sociale. Le fonds poursuit l'objectif d'aider des micro-entrepreneurs à créer leur propre activité et à améliorer leurs conditions de vie.

INCOFIN CVSO

RAPPORT ANNUEL 2017

4-7
Préface

8-9
Faits marquants de 2017

14-18
Nouveaux investissements

28-29
Interview d'Amalio Enciso

INCOFIN SCFS 4

Interview croisée de Frans Verheeke, Président d'Incofin scfs et Loïc de Cannière, Directeur général d'Incofin IM 4

Faits marquants de 2017 8

Perspectives, par Lionel Dieu, Fund Manager 10

Nos plans pour 2018 11

Communication 11

Incofin à travers le monde 12

Nouveaux investissements en 2017 14

26
Interview
de Carmen Avila

20-21
Interview de Dina Pons

22-24
Interview
de Luis Sanabria

31
Interview de Valentina
Santander

FOCUS SUR LA PERFORMANCE SOCIALE **19**

Dina Pons, Gestionnaire performance sociale, à propos de la performance sociale 20

Fundación Paraguaya : l'interview de Luis Fernando Sanabria, Directeur général 22

Nancy Ramos à propos du Poverty Stoplight 25

Le Poverty Stoplight en pratique : en visite chez Carmen, commerçante, et sa tutrice, Romina 26

La Fundación Paraguay en campagne : l'impact social d'un enseignement orienté sur la pratique 28

Témoignage : dans l'atelier de maroquinerie d'Angelica Gonzalez 32

RAPPORT FINANCIER **33**

« Semer pour l'avenir, en sortant des frontières de la microfinance traditionnelle »

Frans Verheeke, Président & Loïc de Cannière, Directeur général

Plus que jamais, les particuliers sont amenés à croiser Incofin dans leur parcours d'investissement. La vision à long terme et la valeur ajoutée sociale de ce fonds belge portent leurs fruits de manière évidente. Le capital en forte croissance, les nouvelles activités en Afrique et l'accent mis sur l'Assistance technique rendent historique cet exercice 2017, l'un des plus rentables depuis la création d'Incofin.

Frans Verheeke, Président, en Loïc de Cannière, Directeur général, jettent un regard enthousiaste sur l'année écoulée et retirent une satisfaction particulière de l'édition l'Assemblée des actionnaires en avril 2017.

FRANS: « Cette journée passée avec nos actionnaires a constitué un point d'orgue de notre 25e anniversaire. Au-delà des festivités, il faut retenir que nous avons travaillé dur, avec un résultat à la clé. Nous avons franchi la barre des 43 millions d'euros de capitalisation, venant de 39 millions en 2016. Notre sortie, l'an dernier, de deux participations qui remontaient à respectivement 2003 et 2007, s'est soldée par des plus-values exceptionnelles. Nous sommes donc demeurés plus de dix ans à bord de ces institutions. Voilà qui démontre clairement que lorsque qu'Incofin investit, c'est en visant le long terme, en tant que partenaire fiable. Confianza était à l'origine un investisseur à finalité sociale. En sortant de son capital, Incofin prouve que l'investissement social peut aussi dégager un bon résultat financier. »

LOÏC: « Le nombre croissant d'investisseurs et d'actionnaires donne également matière à se réjouir. De tout temps, nous nous sommes adressés tant aux investisseurs institutionnels qu'aux particuliers. C'est la première fois cependant que nous sommes parvenus à séduire ces derniers en si grand nombre. En comparaison avec l'an dernier, nos nouveaux actionnaires ont accru leurs dépôts de quelque 6%. La progression s'élève même à 28% parmi notre base existante d'actionnaires particuliers. Cette progression de leurs dépôts est le signe que nos investisseurs sont eux-mêmes motivés par une vision à long terme. »

« LES INSTITUTIONS DE MICROCRÉDIT AUXQUELLES NOUS PARTICIPONS PEUVENT ATTEINDRE PLUS RAPIDEMENT LEUR OBJECTIF, SI ELLES PARVIENNENT À FRANCHIR LES OBSTACLES NON FINANCIERS QUI SE DRESSENT SUR LEUR ROUTE. C'EST POURQUOI NOUS AVONS DOUBLÉ NOTRE BUDGET D'ASSISTANCE TECHNIQUE. ELLES POURRONT AINSI FAIRE PLUS SOUVENT APPEL AUX BONS EXPERTS. »

Frans Verheeke
PRÉSIDENT

Accès au logement à prix abordable

Le fonds ne se repose cependant pas sur les lauriers. Son Président et son Directeur général soulignent l'importance de regarder vers l'avant et d'investir dans l'avenir.

LOÏC: « L'assemblée biennale du Conseil d'administration de Cadzand s'est avérée cruciale dans cette optique. Nous y avons entre autres observé qu'Incofin, au cours de sa première décennie d'existence, a considérablement investi au travers deprises de participation . Sortir de ces participations nous permet d'engranger de belles plus-values. Le temps est venu maintenant de semer à nouveau, soit par de nouvelles prises de participation, soit en poursuivant nos activités traditionnelles de microfinance. Nous envisageons également de nous lancer en Afrique dans la micro-assurance et le financement de l'agriculture. »

FRANS: « Sans oublier le logement à prix abordable ", ces crédits de 5 000 à 10 000 USD qui permettent de rénover une habitation familiale. Nos initiatives visent en effet à améliorer le niveau de vie des gens. C'est pourquoi nos interventions sont à chaque fois synonymes d'investissement à impact. »

Franchir des obstacles

La même réunion stratégique de Cadzand a abouti à la décision de doubler le budget annuel de l'Assistance technique pour le faire passer à 100 000 EUR. Incofin agit dans ce domaine depuis des années et est la seule organisation privée en Belgique à offrir ce soutien supplémentaire à ses participations.

FRANS: « L'Assistance technique me tient particulièrement à cœur. Participer au capital d'institutions de microcrédit n'est qu'une première étape. Atteindre l'objectif initial impose aussi parfois de franchir des obstacles non financiers. Nos chargés d'investissements prennent donc aussi en compte des aspects tels que le développement de la gouvernance d'entreprise ou de nouveaux produits financiers. Nos collaborateurs mettent les institutions de microfinance en contact avec un expert qui les aide à formuler une solution pour des problèmes très spécifiques. Ces spécialistes sont rémunérés sur le budget d'Assistance technique. Leurs conseils permettent aux organisations que nous finançons de progresser plus rapidement. Notre approche porte donc clairement ses fruits. Une poignée seulement d'organisations à travers le monde fournissent une telle Assistance technique. »

LOÏC: « Dans certains cas, nous accordons des crédits à un taux particulièrement avantageux, à savoir proche de notre coût de financement et en dessous de notre « hurdle » (limite interne).Il s'agit du taux d'intérêt minimal auquel Incofin prête de l'argent aux institutions de microcrédit. Nous nous pouvons descendre sous un certain seuil si l'on veut rester à l'équilibre et distribuer un dividende annuel de 2,5%. Certaines de nos institutions de microcrédit empruntent sous les taux du marché et puisent dans une enveloppe sociale mise à disposition par le fonds. La Fundación Paraguaya en est un bon exemple. »

FRANS: « En décembre 2017, nous avons accordé à cette organisation un crédit d'un montant de 2 millions d'USD équivalent en monnaie locale.. Pour son crédit libellé en guaraníes, le rendement du prêt à la Fundación Paraguaya se situait 0,5% sous le hurdle rate en raison du coût de couverture. Mais nous connaissions cette organisation depuis longtemps. Elle réalise un excellent travail. Tout cela mis ensemble nous a convaincus que cela valait la peine de commencer ce partenariat. »

« NOUS SOMMES FIERS QU'INCOFIN SOIT À LA SOURCE DU SPI4, L'INSTRUMENT DÉSORMAIS COMMUN À NOTRE SECTEUR QUI PERMET DE MESURER LA PERFORMANCE SOCIALE DES ÉTABLISSEMENTS DU MICROCRÉDIT. »

Loïc de Cannière
Directeur Général

Mobilité sociale

La Fundación Paraguaya consacrera son crédit à son expansion ; aussi bien pour diversifier ses activités que les approfondir. Frans Verheeke et Loïc de Cannière considèrent cette organisation comme un cas d'école de performance sociale sur le terrain.

LOÏC: « Ils ne se limitent pas à accorder des microcrédits, mais veulent sortir leurs clients de la pauvreté de manière permanente. Ils se basent à cet effet sur une méthodologie spécifique : le "Poverty Stoplight". Celle-ci permet à une famille d'analyser les causes de son état de pauvreté. Un collaborateur de la fondationles aide à établir des priorités et à réaliser un plan d'actions concret. Grâce à cette approche, plus de 3 000 familles pauvres ont déjà pu rejoindre la classe moyenne. La fondation possède par ailleurs des écoles agricoles qui enseignent non seulement l'agriculture aux jeunes mais aussi comment agir en véritables entrepreneurs. La Fundación Paraguaya fournit un travail novateur sur le plan de la mobilité sociale. »

FRANS: « La Fundación Paraguaya aide ses clients via le microcrédit et les

accompagne. C'est exactement ce que nous faisons avec la Fundación elle-même. Après l'octroi du crédit arrive tôt ou tard le besoin de faire appel à l'Assistance technique. Ils peuvent bien entendu y faire appel. Et nous les suivons sur le plan de la performance sociale à l'aide de la méthodologie SPI4, en usage au sein de différents fonds. »

LOÏC: « SPI4 est devenu aujourd'hui un standard de mesure de la performance sociale. Qui plus est, cette méthodologie a été développée par notre Social Performance Manager, Dina Pons, en collaboration avec plusieurs acteurs du marché de la microfinance. C'est avec fierté que nous voyons aujourd'hui que plus d'une centaine d'institutions de par le monde ont adopté SPI4 pour évaluer l'impact de la microfinance sur le terrain. Lorsqu'une institution atteint un score de 70%, ce score n'est plus un indicateur isolé ; sa valeur peut se comparer aux performances d'autres institutions comparables. En revanche, SPI4 utilise un vocabulaire plutôt abstrait. C'est pourquoi nous souhaitons le coupler désormais aux dix-sept objectifs de développement durable des Nations Unies, et les 267 sous-objectifs qui les sous-tendent. Par exemple, l'objectif numéro 2 concerne l'agriculture et la faim. Il inclut le sous-objectif "Productivité des petits producteurs agricoles". Peu d'acteurs s'y consacrent, au contraire d'Incofin. Nous avons progressé à ce niveau au point de pouvoir mesurer cette productivité : la production par hectare, l'évolution au fil du temps, le lien éventuel avec nos interventions... Tout cela rend les choses bien plus concrètes. »

Retour en Afrique

Les nouveaux investissements en Afrique ont mis en lumière le statut de pionner d'Incofin et son excellente réputation dans le secteur.

FRANS: « C'est d'Afrique que tout est parti pour nous. Pourtant, comparativement à d'autres parties du monde, ce continent était sous-représenté dans nos activités ces dernières années. Nous avons donc consacré un effort particulier en 2017 pour y faire progresser notre portefeuille. Nous avons lancé de nouvelles activités au Ghana, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. »

LOÏC: « Cette expansion est le fruit d'une large prospection et d'une collaboration intense entre notre bureau au Kenya et notre Fund Manager Lionel Dieu. Le prêt syndiqué réalisé au Ghana a été entièrement initié au départ de Nairobi. Pour cette opération, nous avons collaboré avec le FMO [ndlr : la Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden, autrement dit la banque de développement des Pays-Bas], ce qui était un gage de confiance. »

Semer

L'augmentation par deux du budget de l'Assistance technique, la réduction du nombre de membres du Conseil d'administration, une politique d'investissement élargie, le développement des activités en Afrique, une communication plus importante avec les actionnaires : 2017 s'est avérée une année bien remplie. Quelles sont les perspectives pour 2018 ?

FRANS: « Incofin scfs a enregistré une croissance de 23% l'an dernier. Nous sommes pourtant encore loin d'avoir atteint nos limites. C'est pourquoi nous voulons diversifier notre approche tout en poursuivant notre activité traditionnelle de microcrédit. Mais notre objectif le plus important pour 2018 sera de nous lancer dans de nouvelles participations. Nous devons à nouveau semer pour l'avenir et, pour cela, renforcer notre vision à long terme. »

Faits marquants

2017

Incofin scfs s'étend en Afrique de l'Ouest

Incofin scfs a étendu ses activités en Afrique de l'Ouest en accroissant ses investissements en Côte d'Ivoire et en accordant des crédits à deux nouveaux partenaires ; au Ghana et au Burkina Faso. Incofin s'est focalisée sur des institutions de microcrédit bien établies et susceptibles de prendre une position de premier plan sur leur marché. Leur stratégie est résolument ciblée sur l'inclusion financière et leur bonne performance sociale. L'expansion du portefeuille en Afrique de l'Ouest participe à notre diversification, aussi bien en termes géographiques qu'au niveau des domaines d'activités. La Fidelity Bank au Ghana, qui se consacre au financement de micro-, petites et surtout moyennes entreprises, en est un parfait exemple.

Vente de Confianza

La revente de la Financiera Confianza par Incofin scfs et Volksvermogen a été bouclée en mai 2017. En tant qu'actionnaire, Incofin a soutenu cette entreprise dans sa croissance et l'a vue passer d'une petite institution de microcrédit d'une région reculée à un acteur majeur du financement rural au Pérou. Entre 2003 et 2017, le nombre de clients de Confianza a augmenté de manière exponentielle de 5 000 à 500 000 tandis que son portefeuille de crédit a progressé de 8 millions d'USD à environ 500 millions d'USD. Le soutien d'Incofin a permis à Financiera Confianza de se concentrer sur son cœur de métier, de se professionnaliser et de stimuler ses performances sociales. Incofin a également joué un rôle déterminant dans la recherche d'un partenaire stratégique et la concrétisation d'une fusion au moment même où la crise financière mondiale bloquait la plupart des tentatives de fusion et de reprises.

Doublement du budget de l'Assistance technique (AT) à 100 000 EUR

Incofin scfs a décidé en 2017 de faire passer son budget annuel d'Assistance technique (AT) de 50 000 à 100 000 EUR. L'AT a été créée en 2011 afin d'aider les institutions de microcrédit dans leur développement général par un soutien sur mesure. L'association d'un financement avec ce soutien technique constitue la base de l'approche Capital Plus d'Incofin. Depuis qu'Incofin a introduit cette manière de travailler, une quinzaine de projets différents ont déjà pu en profiter, pour un montant total de 400 000 EUR. La plupart de ces projets sont portés par de plus petites institutions de microcrédit qui, en dehors de ce programme, n'ont guère d'occasion d'accéder à une telle expertise. Le doublement du budget de l'AT permettra à Incofin scfs de soutenir davantage encore ce type de projets et d'en accroître leur impact.

Un beau résultat financier pour Incofin scfs

Incofin scfs a réalisé en 2017 un résultat appréciable de 2,8 millions d'EUR. Ce résultat s'accompagne d'une rentabilité de 5,9% sur le capital souscrit moyen. Environ 1 million d'EUR sera affecté sur ce bénéfice au dividende aux actionnaires (2,5% du capital souscrit). Le solde sera réservé et réinvesti auprès des clients d'Incofin scfs.

En 2017, le portefeuille a par ailleurs connu une progression de 23% pour s'élever à 74 millions d'EUR. Parallèlement, les souscriptions aussi bien de nouveaux que d'anciens actionnaires ont renforcé le capital à hauteur de 3,2 millions d'EUR.

La reine Mathilde visite Fusion Microfinance (Inde)

Durant la visite d'État en Inde, en novembre 2017, Sa Majesté la reine Mathilde a pu découvrir Fusion Microfinance. Cette institution, dont Incofin fut l'un des fondateurs en 2010, se consacre exclusivement à l'octroi de microcrédits aux femmes entrepreneurs.

En juillet 2007, Incofin scfs a accordé à Fusion Microfinance un crédit de 4 millions d'EUR qui lui a permis de s'implanter dans une série de nouvelles provinces. Fusion dispose actuellement de 221 agences et compte 585.065 clients. La Reine a pu s'entretenir à cette occasion tant avec des collaborateurs de Fusion qu'avec quelques-uns de ses clients finaux : une boutique de vêtements, une atelier de tissage de tapis et un atelier de production d'articles de football. Les crédits accordés par Fusion aux trois femmes à la tête de ces entreprises leur ont permis de développer leur affaire. Renforcées par ce soutien, elle se sont impliquées davantage dans les décisions familiales et ont disposé des ressources financières suffisantes pour envoyer leurs enfants à l'école.

Perspectives, par Lionel Dieu, Fund Manager

« Nous élargissons notre impact auprès de ceux qui en ont besoin »

Les fonds gérés par Incofin scfs ont poursuivi leur croissance en 2017. En comparaison avec 2016, le portefeuille investi a progressé de 23%. Cette forte croissance confirme le rôle toujours plus important d'Incofin en tant qu'investisseur à impact.

Différents facteurs expliquent notre réussite. En tout premier lieu, plusieurs de nos clients existants ont eu davantage besoin de soutien financer afin d'améliorer leurs parts de marché dans leur pays d'origine. Deuxièmement, nous avons bénéficié d'une série de développements macroéconomiques positifs dans différents pays où nous investissons. La Côte d'Ivoire et le Nicaragua, par exemple, ont enregistré l'an dernier une croissance soutenue de leur PIB, respectivement de 7,6% et 4,5%. En troisième lieu, nous avons tiré profit de la diversification accrue de notre portefeuille auprès de partenaires réglementés plus solides, dont le résultat social atteint des niveaux élevés et qui partagent notre vision en matière d'impact.

Tous ces facteurs nous ont permis d'atteindre davantage de micro-entrepreneurs et, parallèlement, de jeter un regard critique sur nos plans de future diversification de notre portefeuille. Parallèlement, Incofin scfs a doublé le budget de son Assistance technique aux institutions de microcrédit dans lesquelles elle investit, via des projets pour améliorer leur gouvernance ou créer de nouveaux produits. Cette approche « Capital Plus » constitue le cœur de notre métier et renforce notre ambition d'avoir un impact sur la vie des personnes qui en ont besoin.

Nos projets pour 2018

1. Diversification progressive

Incofin scfs a développé de manière modérée sa présence dans de nouveaux segments tels que le crédit au logement et les PME. Ces dernières jouent un rôle important dans la création d'emplois, tandis que de meilleures conditions de logement participent de manière cruciale à l'amélioration de la qualité de vie des bénéficiaires finaux.

Depuis plusieurs années, ces deux aspects s'inscrivent indirectement dans l'activité d'Incofin scfs. Ils forment désormais la base d'une diversification accrue de notre portefeuille et contribuent à renforcer l'influence du fonds en tant qu'investisseur à impact. Notre participation au projet Fidelity Bank avec FMO au Ghana offre un bon exemple de ces nouveaux domaines d'investissement.

2. Le focus sur l'impact

Incofin scfs se focalise principalement sur la création d'un impact social. Notre fonds a pour ambition d'atteindre les personnes les plus fragiles parmi les classes les moins élevées de notre société. Incofin accorde toute son attention à l'impact social, dès les toutes premières étapes d'un processus d'investissement, lors de la sélection des organismes de microcrédit. Incofin continue de suivre étroitement ces institutions lors des phases suivantes. Le doublement du budget de l'Assistance technique y participera.

3. La communication et l'implication des actionnaires

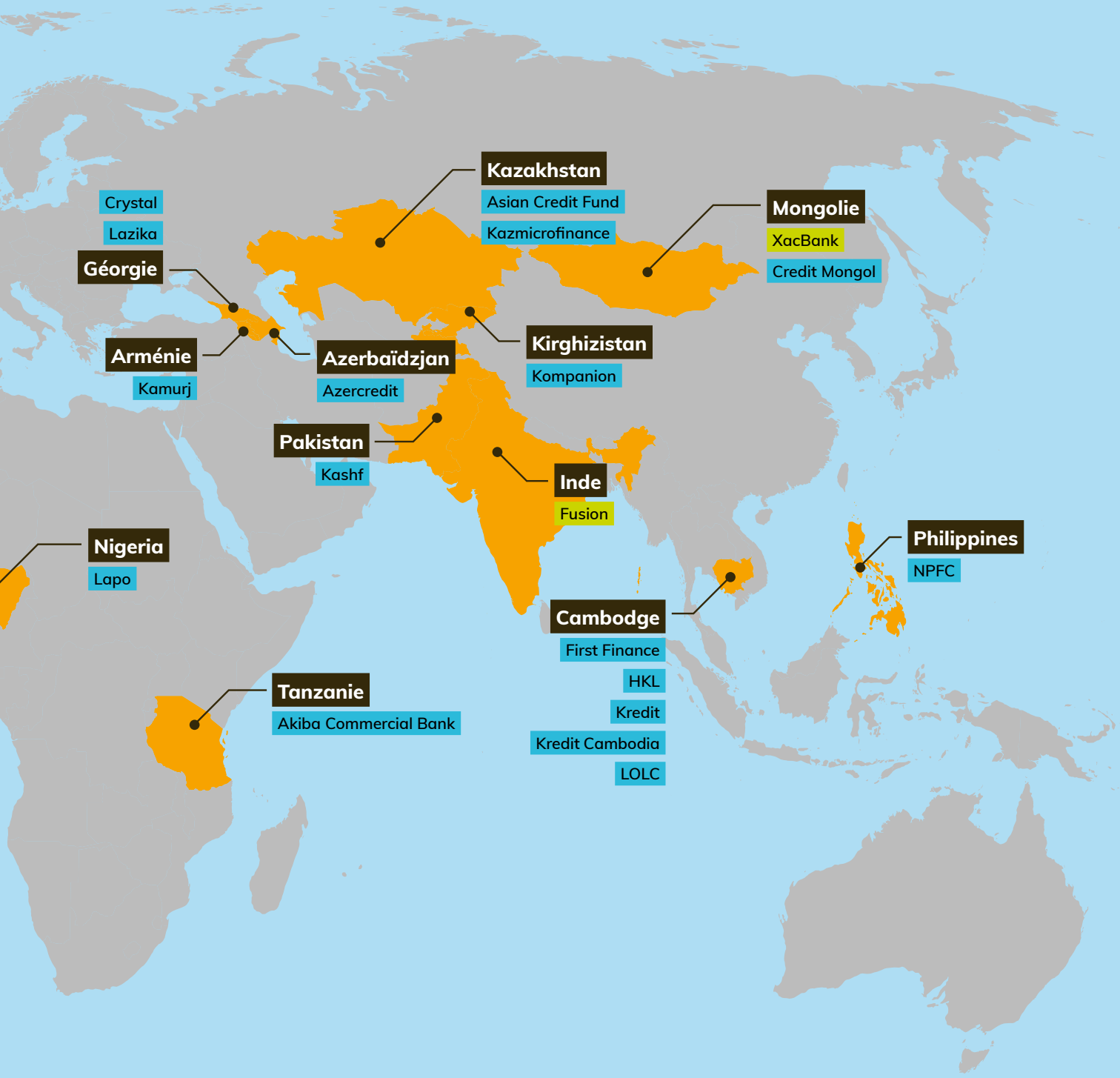
Incofin scfs entend poursuivre cette année ses efforts entamés en 2017 afin de communiquer plus fréquemment et de manière plus accessible. Parmi les points d'actions à ce niveau, relevons l'optimisation de notre site Internet, le bulletin d'information trimestriel ainsi qu'une présence régulière sur les médias sociaux. Incofin scfs organisera cette année un voyage d'étude pour ses actionnaires. Cette première offrira à quelques actionnaires l'opportunité unique de visiter des organismes de microcrédit soutenus par Incofin.

Yanou Segers, Responsable de la communication

« Nous avons accompli en 2017 un grand pas en avant en ce qui concerne la communication d'Incofin scfs. Le fonds a doublé sa présence en ligne et nous avons travaillé à un ambitieux plan de communication. Incofin scfs souhaite à ce niveau impliquer davantage ses actionnaires et renforcer sa notoriété. L'enquête réalisée en mai 2017 auprès des actionnaires nous a permis de récolter leur feedback et leurs idées afin de planifier différents points d'action. Depuis lors, Incofin scfs a lancé son nouveau site internet trilingue (www.incofincvso.be) ainsi qu'un bulletin trimestriel d'information, et renforcé sa présence sur les médias sociaux. Nous avons également lancé une campagne de fin d'année efficace, en radio, dans la presse imprimée et en ligne. Ces différents canaux ont permis aux investisseurs d'en apprendre plus sur nos résultats, nos nouveaux investissements, l'impact que nous créons, notre équipe ou encore notre histoire. De plus, nous avons facilité l'investissement via notre site Internet pour tous nos actionnaires, nouveaux ou existants. »

Incofin dans le monde

Incofin scfs a investi l'an dernier dans 10 nouvelles IMF. Notre compteur s'élève actuellement à 50 IMF dans 28 pays. Le portefeuille de participation atteint un total de 74 millions d'EUR.


Kazakhstan
Asian Credit Fund
Kazmicrofinance
Crystal
Lazika
Géorgie
Mongolie
XacBank
Credit Mongol
Arménie
Kamurj
Azerbaïdzjan
Azercredit
Kirghizistan
Kompanion
Pakistan
Kashf
Inde
Fusion
Philippines
NPFC
Nigeria
Lapo
Cambodge
First Finance
HKL
Kredit
Kredit Cambodia
LOLC
Tanzanie
Akiba Commercial Bank
Nouveaux investissements 2017
Investissements existants

Nouveaux investissements

HONDURAS

Credisol
Bureaux **13**
Collaborateurs **156**
Clients **13.530**

Credisol a été fondé en 1998. Cette institution de microfinance (IMF) offre des services financiers à plus de 9 000 clients, dont 4 000 entrepreneurs agricoles. Depuis son siège central établi à La Ceiba, Credisol coordonne un vaste réseau de bureaux régionaux et de points de services locaux, dans cinq régions du Honduras. Cette IMF se concentre principalement au secteur agricole en proposant des produits financiers à de petits producteurs.

GÉORGIE

Crystal
Bureaux **57**
Collaborateurs **837**
Clients **68.202**

Crystal a été créée à l'origine, en 1995, en tant qu'organisation caritative humanitaire pour soutenir les personnes déplacées d'Abkhazie. Aujourd'hui, il s'agit de la plus importante IMF de Géorgie. L'organisation est réputée pour la qualité de ses services et sa contribution au développement de micro-entreprises ainsi que d'entreprises agricoles dans les zones les plus reculées du pays. Crystal, dont le siège central est établi à Kutaisi, possède 54 filiales à travers l'ensemble de la Géorgie.

GHANA

Fidelity Bank
Bureaux **75**
Collaborateurs **1.313**
Clients **32.184**

Fidelity Bank Ghana – fondée en 2006 – est une banque commerciale de référence au Ghana. Ses activités s'orientent en particulier vers les micro- et petites entreprises. La banque accorde une attention prononcée à l'entrepreneuriat socialement responsable, à la gestion des risques environnementaux et sociaux, deux segments pour lesquels elle a créé des business units spécifiques. Avec 75 filiales, plus de 500 points de services et 1 000 agents dans neuf régions, la banque est solidement implantée au Ghana. Son portefeuille s'est significativement accru depuis l'acquisition, en 2014, de Procredit Ghana.

BURKINA FASO

Fidelis Finance
Bureaux **3**
Collaborateurs **26**
Clients **396**

Fidelis Finance a été fondée en 1997 en tant qu'institution financière non bancaire. Afin de combler le « chaînon manquant » au Burkina Faso, la banque s'est préférentiellement focalisée sur les crédits aux petites et moyennes entreprises. Fidelis offre différents produits destinés à différentes classes, mais est surtout connue pour ses formules de leasing destinées aux micro-entrepreneurs situés au plus bas de la pyramide. L'institution dispose de quatre filiales et recourt également à d'autres canaux de distribution pour développer son étendue tout en maîtrisant ses coûts.

CÔTE D'IVOIRE

MicroCred
Bureaux **20**
Collaborateurs **593**
Clients **38.557**

MicroCred est un organisme de microcrédit de premier plan en Côte d'Ivoire. L'institution a élargi sa présence ces récentes années en s'ouvrant à de nouveaux canaux de distribution, tels que des services bancaires et différents produits de crédit.. MicroCred compte actuellement vingt agences, dont douze en dehors de la capitale Abidjan. L'institution entend de cette manière continuer à se concentrer sur le « chaînon manquant ». MicroCred est membre de MicroCred Group, un réseau possédant 600 000 clients via dix institutions de microfinance, dont huit en Afrique.

Advans
Bureaux **11**
Collaborateurs **549**
Clients **13.237**

L'IMF Advans fait autorité en Côte d'Ivoire. Elle se consacre à offrir un meilleur accès aux services financiers pour les micro- et petits entrepreneurs locaux. L'institution octroie des prêts personnels et étend rapidement ses services en dehors de la capitale Abidjan grâce à neuf bureaux à travers tout le pays. Son portefeuille de crédits s'élève à 73 millions d'EUR. Advans peut s'appuyer sur un actionnariat solide composé d'acteurs internationaux et du Groupe Advans, son actionnaire majoritaire. Le Groupe Advans offre ses services dans le monde entier à plus de 750 000 clients, par l'intermédiaire de dix IMF dont huit actives en Afrique.

PARAGUAY

Fundación Paraguaya
Bureaux **24**
Collaborateurs **460**
Clients **80.000**

La Fundación Paraguaya est une ONG autonome financièrement. Créée en 1985, elle dispose de plus de trente années d'expérience dans le micro-crédit. Elle se focalise principalement sur la clientèle des micro-entrepreneurs, dont 87% de femmes, tant en milieu urbain que rural. La Fundación Paraguaya développe et implémente des solutions pratiques, innovantes et durables pour éradiquer la pauvreté sur base de quatre stratégies interdépendantes :

- un programme de microcrédits orientés vers les micro- et petits entrepreneurs ;
- un programme d'éducation financière et économique destiné aux enfants et la jeunesse ;
- des établissements autosuffisants d'enseignement agricole pour les enfants de ses clients ;
- l'ONG distincte « Teach A Man To Fish » qui assure la promotion du modèle d'écoles autosuffisantes de la Fundación.

La Fundación Paraguaya a par ailleurs développé un instrument de mesure, The Poverty Spotlight, qui permet aux familles pauvres d'évaluer et comprendre leur condition. The Poverty Spotlight utilise des photos, dessins et cartes pour traduire la pauvreté en 50 indicateurs regroupés en six dimensions. Ce matériel permet comment la pauvreté affecte leur existence. Cet outil d'autodiagnostic les aide à comprendre leur situation et sert de base à développer une approche personnalisée pour les sortir de la pauvreté.

INDE

Fusion
Bureaux **221**
Collaborateurs **2.070**
Clients **585.065**

Fondée en 2010, Fusion est devenue entretemps l'une des plus importantes IMF en Inde, avec un portefeuille d'investissements s'élevant à près de 200 millions d'USD. Fusion s'adresse exclusivement aux femmes (100%) des zones rurales et semi-urbaines. Elle se concentre sur l'offre de services financiers aux femmes entrepreneurs qui n'ont aucun accès à ces services et appartiennent aux classes les plus désavantagées de la société. En outre, Fusion les aide à gérer leurs finances. L'institution recherche la création de valeur et une croissance équilibrée pour toutes les parties prenantes, tout en plaçant ses clientes au cœur de son attention. En novembre 2017, Fusion et quelques-unes de ses clientes de Delhi ont reçu la visite de la reine Mathilde, accompagnée de Loïc De Cannière, Directeur général d'Incofin.

KAZAKHSTAN

KMF
Bureaux **15**
Collaborateurs **1.709**
Clients **192.314**

KMF, aujourd'hui la première IMF du pays de par sa taille, a été créée en 1997. L'institution y jouit d'une excellente réputation et se distingue par son impact important sur le développement local. KMF enregistre une croissance continue en nombre de clients, au niveau de son portefeuille de crédits et en raison de l'étendue de son réseau régional. Plus de 190 000 micro-entrepreneurs, dont 62% de femmes,

bénéficient de ses services. Grâce à son large réseau de distribution, KMF atteint les zones rurales même les plus reculées. L'institution propose de services financiers et non financiers aux micro- et petits entrepreneurs, notamment du secteur agricole, afin de les aider à développer leurs activités.

CAMBODGE

Kredit
Bureaux **83**
Collaborateurs **1.635**
Clients **76.882**

Actif depuis 1993 au Cambodge, Kredit y offre ses services à plus de 75 000 clients, dont 88% de femmes. Cette institution offre une série de services financiers adaptés, flexibles et simples selon une optique responsable : comptes de dépôts, crédits et moyens de paiement. Kredit propose également des crédits sociaux pour l'achat d'équipements sanitaires et de filtres à eau, ainsi que pour le financement d'études supérieures. Ses clients les plus vulnérables ont accès à une assurance-crédit couvrant le solde restant dû en cas de décès, ainsi qu'à une aide complémentaire couvrant la cérémonie des obsèques. Kredit organise par ailleurs différentes formations pour ses clients, notamment en matière financière, aux techniques agricoles ou pédagogiques.

MEXIQUE

Financiamento Progresemos
Bureaux **28**
Collaborateurs **286**
Clients **116.628**

Financiamento Progresemos, fondée en 2006, offre des services financiers à des clients à faibles revenus et vivant en zones rurales. Les changements économiques fragilisent ces entrepreneurs qui ne bénéficient d'aucun accès, ou très limité, aux services financiers. Financiamento Progresemos investit dans les plus petites institutions locales de microcrédit et les intègre ensuite dans le groupe Progresemos. Ceci lui permet d'être largement représentée jusque dans les zones les plus pauvres du Mexique, comme Oaxaca, Veracruz et le Chiapas. En 2017, Progresemos a été décroché l'award Great Place to Work.

Financiera Equípate
Bureaux **48**
Collaborateurs **650**
Clients **55.122**

Depuis sa création en 2006, Financiera Equípaté a connu une croissance stable et s'est implantée dans différentes régions du pays. Elle contribue à renforcer la capacité financière de ses clients en leur octroyant des crédits et en dispensant une assistance technique. Equípate propose ses crédits à des micro-entrepreneurs qui veulent investir dans leur petite entreprise afin de faire progresser leur chiffre d'affaires. Les familles aussi peuvent s'adresser à Equípate pour des crédits logement.

BOLIVIE

Sembrar Sartawi
Bureaux **39**
Collaborateurs **373**
Clients **31.831**

Sembrar Sartawi a été créée en 1991. Cette ONG offre des services financiers à des micro- et petits entrepreneurs, notamment dans le domaine agricole, via 39 filiales établies dans les différentes régions du pays. Bien que la moitié de ses clients vivent en zone urbaine, Sembrar Sartawi se concentre principalement sur les groupes de population rurale. Elle se donne comme mission de satisfaire les besoins financiers en capital, fonds de roulement et moyens de production des agriculteurs boliviens, en octroyant des crédits aussi bien personnels que de groupes. Sembrar Sartawi développe par ailleurs des produits et services sur base des besoins des petits producteurs et de la rotation des cultures. L'institution applique une approche holistique qui dépasse l'offre de produits financiers pour s'étendre au soutien technique et à la mise à disposition de plateformes pour faciliter l'accès de ses clients à leurs marchés.

ARGENTINE

FIE Gran Poder
Bureaux **9**
Collaborateurs **91**
Clients **7.051**

FIE Gran Poder est une IMF argentine créée en 2001. Malgré sa taille modeste, elle est l'un des acteurs les plus importants de son secteur en Argentine, du fait de son pourcentage élevé de clients exclusifs. Même en période d'incertitude économique, FIE Gran Poder a pu maintenir la qualité de son portefeuille. L'institution offre des services financiers et non financiers à des micro-entrepreneurs qui ne disposent d'aucun accès – ou seulement limité – aux formules bancaires. Son offre de produits inclut des crédits aux micro- et petites entreprises en secteur urbain, de même que des services non financiers tels que de la formation et du conseil juridique.

MONGOLIE

XACBANK
Bureaux **79**
Collaborateurs **1.292**
Clients **99.463**

XacBank a vu le jour en 2001. Cette banque a connu au fil des années une croissance durable dans le secteur financier de son pays. Son expansion continue l'a hissée parmi les plus grandes banques de Mongolie. XacBank se donne pour mission d'être la banque de préférence pour un large éventail de clients grâce à des solutions financières faciles d'accès. Ses valeurs « People, Planet and Prosperity » lui inspirent ses normes sévères en matière de gestion et de responsabilité sociale. XacBank compte actuellement quelque 1 200 collaborateurs répartis entre 79 bureaux, unités et points de services à travers le pays entier.

Focus sur la Performance sociale

Chaque institution de microfinance dans laquelle Incofin investit doit accorder une attention élevée à la Gestion de la performance sociale. Incofin y attache la plus haute importance. Mais de quoi s'agit-il ? Comment applique-t-on ce concept dans la microfinance ? Notamment sur le terrain ?
Nous avons cherché des réponses auprès de notre Social Performance Manager et sur le terrain au Paraguay.

La Gestion de la performance sociale, en quelques mots

Dina Pons a rejoint Incofin en 2011. Elle combine sa fonction de directrice régionale pour l'Asie avec sa mission d'Impact Manager. En résumé, l'investissement à impact englobe toutes les formes d'investissements qui poursuivent une finalité sociale parallèlement à leur objectif financier ou commercial. Chez Incofin scfs, nous traduisons concrètement ce concept dans notre politique de Gestion de la performance sociale, ou GPS.

Incofin place la GPS au cœur de sa politique d'investissement. Pour une institution de microfinance (IMF), il s'agit d'un moyen essentiel en vue d'atteindre ses objectifs sociaux ou, plus simplement dit, d'améliorer la vie de ses preneurs de crédits. On parle aussi de la double bottom line du fait chaque investissement ou chaque crédit poursuit un double objectif. Cette façon de voir est ancrée dans nos convictions chez Incofin. D'un côté, le rendement et le profit : le preneur d'un microcrédit cherche par ce moyen à faire tourner son affaire en générant suffisamment de bénéfice pour assurer au minimum ses conditions d'existence. De l'autre côté, ces résultats ne peuvent s'exprimer seulement au travers de chiffres. Le bénéfice doit aussi se comprendre en termes sociaux, par exemple, dans les domaines de la santé, la sécurité, l'environnement, l'éducation des enfants, etc.

Précurseur

Afin de pouvoir atteindre également de tels objectifs sociaux, une IMF doit appliquer une politique de Gestion de la performance sociale. Pour Incofin, il est essentiel que chaque IMF qui bénéficie de ses investissements, démontre clairement qu'elle accorde de l'importance à la GPS. Et qu'elle pose des actes concrets pour traduire dans la pratique tout ce qui relève de ce concept.

« C'est ce que nous recherchons avant d'accorder un financement à une IMF : y a-t-il une volonté d'appliquer une telle politique de GPS ? Ensuite, nous aidons l'IMF dans ce processus. Nous pouvons d'ailleurs nous prévaloir d'une large expérience dans ce domaine. En fait, Incofin est même un précurseur mondial. Nos instruments de mesure, qui nous permettent d'évaluer à quel point une IMF remplit ses objectifs en matière de GPS, sont considérés comme des étalons de la GPS dans le secteur de la microfinance et y sont communément utilisés », explique Dina Pons.

Incofin investit par définition dans des IMF et des organisations qui poursuivent également des objectifs sociaux. « Nous veillons à ce que ces objectifs ne restent pas lettre morte, ne soient pas juste de belles expressions qui enjolivent leurs déclarations de principes. Nous ne sommes satisfaits que lorsque nous constatons que les objectifs sociaux se concrétisent dans la pratique par des efforts ciblés. Est-ce qu'un CEO ne se contente pas d'aborder ses résultats financiers en Conseil d'administration, mais l'informe aussi sur le bien-être de ses collaborateurs ou sur les perspectives d'avenir pour ses clients micro-entrepreneurs ? Les chargés de crédits ou les conseillers crédits qui sont chaque jour sur le terrain pour visiter leurs clients sont-ils formés à prêter attention à ces aspects sociaux ou à en tenir compte lorsqu'un client a un retard de paiement indépendant de sa volonté ? »

INVESTIR AFIN D'AMÉLIORER LA SOCIÉTÉ, DE LA RENDRE PLUS INCLUSIVE, EST ÉGALEMENT GAGNANT SUR LE PLAN FINANCIER. CELA SE VÉRIFIE AUSSI POUR LES ACTIONNAIRES D'INCOFIN SCFS.

Dina Pons
Co-responsable Asie et Impact Manger Incofin

Mauvaise récolte

Les récits des clients qui, parfois, ne remboursent pas leurs traites à temps sont caractéristiques des implications pratiques d'une stratégie de GPS sur le terrain. Au niveau des IMF, Dina Pons peut les identifier dans des aspects tels que la gestion du personnel, le développement de produits ou encore la gestion des risques. « Nous observons les effets positifs de la performance sociale sur de nombreux plans. Par exemple par une rotation généralement moindre du personnel d'une banque orientée GPS. Ces collaborateurs sont mieux formés, n'envisagent pas seulement leur travail sous l'angle des chiffres mais aussi en matière de réalité de terrain. Et lorsqu'un problème survient, ils démontrent leur capacité à l'envisager sur le long terme. Ils réagissent mieux dans des situations exceptionnelles comme une mauvaise récolte. Leurs clients se sentent mieux entourés, y compris lorsque leur affaire tourne temporairement moins bien. Tout cela se traduit également sur le long terme par de meilleurs résultats financiers. »

« Ces résultats positifs se renforcent les uns les autres. Nous les relevons aussi au moment d'analyser les produits développés par une banque. Une IMF qui poursuit des objectifs sociaux, idéalement intègre ces produits dans une chaîne entière. Une telle organisation voudra développer des produits – pensez par exemple à certaines formes de crédits – qui visent des situations de vie ou de travail concrètes des micro-entrepreneurs à qui elle veut les destiner. Si ce produit est réellement aligné sur la réalité de l'emprunteur, et s'il est correctement géré tout au long de son développement, alors une telle IMF doit aussi réaliser une analyse de risque aussi bien pour elle-même que pour ses clients. Offrir le bon type de crédit à la bonne cible d'entrepreneurs renforce votre certitude que les remboursements se dérouleront sans acroche, mais aussi que l'entrepreneur conserve, après le règlement de ses traites, une marge de manœuvre financière suffisante pour assurer un niveau d'existence décent pour lui-même ainsi que sa famille. »

Une maison bien rangée

Les IMF qui recherchent la performance sociale améliorent également leur performance financière. Elles évoluent elles-mêmes vers des pratiques commerciales plus sophistiquées. Parfois avec l'aide d'Incofin, dont les services d'Assistance technique constituent le moyen idéal pour s'entourer d'experts. « Ces spécialistes éliminent souvent des obstacles non financiers, ils mettent de l'ordre dans la maison et font en sorte de pouvoir atteindre de meilleurs résultats, aussi bien sur le plan financier que social. Les performances financières et sociales vont de pair. Investir afin d'améliorer la société, et la rendre plus inclusive, est également gagnant sur le plan financier. On le vérifie à tous les niveaux, y compris chez les actionnaires d'Incofin scfs », conclut Dina Pons.

« Un marche-pied vers la classe moyenne »

Interview de Luis Sanabria, Directeur général de la Fundación Paraguaya

En décembre 2017 Incofin scfs a investi dans la Fundación Paraguaya, une ONG autonome financièrement, forte de plus de trente années d'expérience dans le microcrédit. La Fundación se consacre principalement à l'aide aux micro-entrepreneurs en zones rurales et urbaines, dont 87% de femmes. Les crédits ne constituent pas son seul moyen de lutte contre la pauvreté. Afin de renforcer son impact social sur le terrain, elle a développé son propre instrument de mesure, The Poverty Spotlight, et propose dans son propre réseau d'enseignement agricole des cours orientés vers la pratique.

Au fil des siècles, le Paraguay a connu une histoire mouvementée, parsemée de guerres et de changements de régimes. Lorsque la Fundación Paraguaya a été fondée en 1985, le pays vivait sous la férule d'un dictateur. La lutte contre la pauvreté y rimait alors avec le versement d'allocations et était entièrement gérée par les autorités. Le fondateur de la Fundación, Martin Burt, avec l'aide de quelques investisseurs, a voulu renverser la vapeur en formant les pauvres à devenir de petits entrepreneurs qui prennent leur destin entre leurs propres mains.

Vivre ou survire ?

Depuis sa création, la Fundación Paraguaya a aidé plus de 24 000 familles à sortir de la pauvreté. Luis Sanabria, actif depuis 31 ans au sein de la Fundación, nous en explique la vision : « Aujourd'hui encore, on continue, comme dans les années 80, à décrire la pauvreté sous le seul

angle financier. Au Paraguay, on ne vous considère plus comme pauvre si vos revenus mensuels atteignent les 120 dollars américains. Une famille de cinq personnes qui reçoit 600 dollars chaque mois, n'est donc plus répertoriée comme pauvre. Mais ce montant est tellement maigre qu'il permet seulement de "survivre". Lorsque nous rendons visite à ces personnes, que voyons-nous ? Des maisons sans cuisine ou sans eau courante. Des enfants qui ne fréquentent pas l'école. Des problèmes de santé... La pauvreté a bien des visages. Bien sûr, il faut sortir ces familles du besoin financier. Mais c'est loin de suffire. »

C'est pourquoi la Fundación Paraguaya a cherché un instrument permettant de définir et mesurer en détail la pauvreté. Luis Sanabria : « Il existe de nombreux instruments de mesure qualitatifs. Mais ces instruments ne s'adressent qu'aux autorités et aux ONG. Ils oublient d'impliquer la partie la plus importante : les pauvres eux-mêmes. Leur existence est traduite en statistiques, mais quelques pourcents en plus ou en moins ne signifient rien pour eux. Nous avons donc voulu créer notre propre outil. La première étape a consisté à formuler une définition cohérente de la pauvreté. Après une étude scientifique, nous sommes parvenus à définir non moins de cinquante critères, que nous avons répartis en six catégories (voir l'encadré). Dans une deuxième phase, nous avons invité des pauvres à participer à des groupes-cibles : dialoguer avec eux nous a permis d'affiner notre instrument de mesures. Notre objectif est d'amener à terme les pauvres à atteindre de meilleurs scores par rapport aux cinquante paramètres, afin de leur offrir un marche-pied vers la classe moyenne. »

Poverty Stoplight

Le Poverty Stoplight est un outil qui permet aux familles pauvres d'évaluer elles-mêmes leur situation. Il décrit ce que signifie « ne pas être pauvre ». Il prend en compte cinquante critères au total répartis en six catégories :

- Les revenus et l'emploi
- La santé et l'environnement de vie
- Le logement et son équipement
- L'éducation et la culture
- L'organisation et la participation à la vie publique
- La motivation et la perception de soi

Chaque critère est illustré à l'aide de photos et d'explications simples qui s'appliquent au contexte local. L'utilisateur parcourt la liste complète avec un accompagnateur et s'attribue pour chaque critère un score à l'aide de pastilles colorées autocollantes ou à l'aide d'une tablette : rouge pour une pauvreté extrême, jaune pour un simple niveau de pauvreté et vert pour l'absence de pauvreté.

Feu de signalisation

Le nouvel instrument de mesures, Poverty Stoplight, a été lancé en 2011. Il permet aux familles d'évaluer leur propre situation au regard de la pauvreté à l'aide de photos et d'un code couleurs : rouge, jaune, vert. Luis Sanabria : « Grâce à cet outil, nos clients peuvent visualiser leur niveau de pauvreté. Le premier pas, pour eux, est de prendre conscience de la précarité de leur situation. L'autodiagnostic les aide à mettre leur pauvreté en perspective et à avoir une meilleure vue sur ses causes. Cela leur permet ensuite de déterminer des priorités avec leur tuteur de la Fundación Paraguaya : lequel parmi les cinquante critères allons-nous attaquer pendant l'année qui vient ? En troisième lieu, des actions concrètes sont définies. Le tuteur enregistre toutes les données au moyen d'une tablette et, grâce à notre logiciel, ils ont un bon aperçu de la situation par famille, de son évolution, mais aussi par région où ils sont actifs. Nous comptons en effet trente bureaux, disséminés à travers tout le Paraguay. Ces données nous permettent aussi de renseigner aux autorités changements précis qu'il faut effectuer. »

« LA PAUVRETÉ A BIEN DES VISAGES. BIEN SÛR, IL FAUT SORTIR CES FAMILLES DU BESOIN FINANCIER. MAIS C'EST LOIN DE SUFFIRE. »

Luis Sanabria
Directeur général, Fundación Paraguaya

5 000 familles

L'approche en trois volets « Prise de conscience – Compréhension – Action » fait partie de l'ADN de l'organisation et se vérifie à tous les niveaux. Luis Sanabria : « Nous utilisons également ces trois étapes pour être visible du monde extérieur et exporter notre méthode de travail dans d'autres pays. Notre département de communication renforce notre visibilité à l'aide de notre site Internet, de dépliants et, même, de nos propres programmes radio et TV. Nous y expliquons ce que nous faisons, et comment. Et cela nous amène aussi bien de nouveaux clients que des opportunités de collaborations. Mais cela ne suffit pas. Des organisations comme Incofin sont très importantes pour nous. Nous connaissons Incofin depuis longtemps. Son directeur pour l'Amérique latine nous a mis en contact avec différents partenaires intéressants. Nous évoquions depuis des années la possibilité de bénéficier d'une crédit. Cependant, la Fundación n'octroie des crédits que dans notre monnaie locale, le guaraní. C'est pourquoi le traitement de notre dossier a demandé plus de temps mais, en décembre 2017, le sort en était jeté. Nous avons reçu un crédit que nous devons rembourser d'ici à 2021, mais aussi d'autres formes de soutien. Nous comptons aujourd'hui quelque 80 000 clients. L'injection de 2 millions d'USD va nous permettre de nous développer dans de nouvelles régions et d'aider 5 000 autres familles aussi bien sur le plan financier que social. »

Nancy Ramos

MANAGER EN CHARGE DE LA MÉTHODOLOGIE DU POVERTY STOPLIGHT

« La pauvreté possède bien des facettes et peut de ce fait submerger les gens. Qui, souvent, ne savent pas par quel bout commencer. Le Poverty Stoplight leur permet de scinder leur état de pauvreté en une série de plus petits problèmes qui peuvent être plus facilement réglés. Les familles évaluent leur propre situation sous la conduite de nos collaborateurs. Une telle session ne dure qu'une demi-heure. Cela leur permet de mettre le doigt sur les mécanismes à l'origine de leur pauvreté et de définir des actions adaptées pour améliorer leur situation. Chaque famille bénéficie d'une approche sur mesure.

Nous avons développé le Poverty Stoplight en premier pour les clients de la Fundación Paraguaya. Mais au bout d'un moment, nos propres collaborateurs en sont eux-mêmes devenus demandeurs. Dans une troisième phase, la Fundación Paraguaya a été approchée par d'autres entreprises qui souhaitaient proposer cet outil à leurs employés. Aujourd'hui, on utilise le Poverty Stoplight dans un peu plus de cinquante entreprises au Paraguay et dans une vingtaine de pays, jusqu'au Royaume-Uni même. Nous adaptons les cinquante critères au contexte local pour chaque nouveau groupe d'utilisateurs. »

3.285
familles qui ont participé au Poverty Stoplight obtiennent maintenant un score vert pour chacun des 50 paramètres

24.767
familles sont sorties de la pauvreté

Les collaborateurs de plus de 50 entreprises ont pu bénéficier du programme, ce qui a permis une évolution favorable de la situation de 3 700 familles de plus

LE POVERTY STOPLIGHT EN PRATIQUE

« Une maison en pierre et 15 frigos »

Interview de Carmen Avila (30 ans), commerçante

Carmen Avila gère un magasin dans les environs de la capitale Asunción. Cliente depuis dix ans déjà de la Fundación Paraguaya, elle figure parmi les premières à avoir essayé le Poverty Stoplight.

« J'ai d'abord étudié mais je devais travailler pour financer mes études. J'ai assisté à une réunion d'un comité dont les membres avaient bénéficié d'un crédit. Ça m'a semblé intéressant. J'ai donc contracté un emprunt et ai lancé un petit magasin. Mon premier crédit s'élevait à 300 000 guaraníes seulement (45 EUR). Depuis, j'ai bénéficié de divers autres crédits, dont le dernier d'un montant de 6 millions de guaraníes (900 EUR).

Voici six ans environ, j'ai rejoint le programme Poverty Stoplight en compagnie de quatorze autres femmes. Je me rappelle avoir été impressionnée par la liste des cinquante paramètres. Je n'avais jamais envisagé ma situation personnelle sous cet angle. Je l'ai appliqué à ma situation personnelle et me suis trouvée confrontée à un très grand nombre de points rouges. Dans le même temps, c'était un stimulant pour entreprendre des actions sur différents plans. J'ai pu compter à ce niveau sur le soutien de Romina de la Fundación Paraguaya.

Ma vie s'est notablement améliorée ces dernières années. Mes plus grandes réalisations ? Le magasin a évolué du jaune au vert, rien qu'en apportant un peu de diversité dans les produits proposés. Je ne vends plus seulement de la nourriture mais aussi des vêtements. Ceux-ci m'apportent une marge plus importante, mais tournent moins vite. L'alimentation a une faible marge mais se vend mieux. Ces deux familles d'articles se complètent donc parfaitement et me permettent, ensemble, d'augmenter mes revenus. Et comme je gagne plus, j'ai pu agrandir le magasin. Il y a quelques années, je n'avais encore aucun frigo. Aujourd'hui, j'en possède une quinzaine. Dans notre climat chaud, ils sont indispensables pour conserver les aliments et proposer des boissons fraîches.

Sur le plan personnel, j'habite maintenant une maison en pierres, alors que nous nous logions auparavant dans une petite maison en bois. Et nous prenons aussi davantage conscience des besoins de notre village. Nous avons réuni nos forces avec trois autres comités et, ensemble, nous avons convaincu l'autorité locale d'asphalter la route qui conduit jusqu'ici. Nous pouvons donc désormais nous déplacer plus facilement même pendant la saison des pluies et le public peut accéder 365 jours par an à mon magasin. C'est donc un progrès pour tout le monde. »

Interview de Romina Molina, Women's Committee Officer

Romina Molina travaille depuis sept ans à la Fundación Paraguaya. Elle exerce sa fonction à San Lorenzo, une commune de la périphérie d' Asunción.

« J'ai été engagée en tant que Women's Committee Officer. Dans ma région, je suis responsable de non moins de septante comités qui rassemblent quelque 1 000 femmes. Je ne m'occupe pas seulement de leur accorder des crédits. Ma mission consiste aussi à les aider à structurer leur vie quotidienne et je me sers entre autres du Poverty Stoplight dans ce cadre. Près de 30 femmes ont rejoint ce programme l'an dernier.

Le Poverty Stoplight décrit en cinquante phrases ce que sortir de la pauvreté peut réellement représenter. L'un des premiers indicateurs sur lesquels je travaille est la qualité de vie de ces femmes. Qui connaissent bien des difficultés quand il y a si peu d'argent. Donc nous travaillons souvent d'abord sur le revenu par personne. Sous les 200 USD, on se trouve dans la zone rouge. Entre 300 et 400 USD, dans la zone jaune. À partir de 600 USD, dans la zone verte.

J'apprends à ces femmes à utiliser un budget mensuel, afin de mieux gérer leurs rentrées d'argent. Elles ne conservent souvent aucune trace de leurs dépenses, si ce n'est dans leur mémoire. Je leur donne donc un livret qui reprend les différentes sortes de revenus et de dépenses, comme la nourriture, une visite chez le coiffeur, les soins médicaux ou les frais liés à leur affaire. Cette prise de conscience peut les aider à ajuster leur plan de dépenses.

Le logement est une autre priorité courante. Il y manque parfois une porte ou une fenêtre. On se focalise là-dessus. Ce qui leur permet d'achever leur maison. De pouvoir la fermer. Et offre en retour un plus grand sentiment de sécurité. Les habitations, ici, sont souvent construites avec des matériaux de moindre qualité. À terme, on peut par exemple remplacer le bois par du béton ou de la pierre.

Carmen Avila est l'une des femmes qui ont le plus évolué. Sa maison est désormais construite en briques et non plus en bois. Elle a participé au concours "Mi baño, mi cocina, mi orgullo". Elle dispose maintenant d'une véritable salle de bains et non plus seulement de latrines. Son commerce a doublé de taille par rapport à il y a sept ans de cela. Mais le plus important : elle est davantage consciente de ses propres possibilités. Avec les autres femmes, elle a plaidé auprès de l'autorité locale pour que la route soit asphaltée. Et aussi : les ordures sont ramassées désormais, plutôt que simplement brûlées comme par le passé. Notre programme amène des changements positifs sur le plan personnel, financier et environnemental. »

« Ma salle de bains, ma cuisine, ma fierté »

On ne se rend plus compte en Europe occidentale que disposer d'une salle de bains et d'une cuisine dans sa maison ne va pas naturellement de soi. Au Paraguay, ces deux pièces constituent deux points d'actions du programme Poverty Stoplight. De nombreuses familles n'ont pas l'eau courante, a fortiori non plus de baignoire, de douche ou des toilettes. Elles cuisinent au feu de bois et le sol de la cuisine elle-même n'est pas carrelé mais en sable.

Afin d'offrir à ses clientes une vie plus confortable, la Fundación Paraguaya les encourage à faire le pas pour s'équiper d'une cuisine ou salle de bains. Afin de mettre en valeur ce point d'action, la Fundación a lancé en 2014 le concours "Mi baño, mi cocina, mi orgullo". Lorsqu'elles aménagent une telle pièce dans leur logement, les femmes peuvent participer au concours de la plus belle cuisine ou salle de bains, dont le premier prix est une somme d'argent. Toutes les participantes ressortent cependant gagnantes du concours car, au final, elles disposent toutes d'une véritable cuisine ou salle de bains. Ces quatre dernières années, sous l'impulsion du concours, quelque 250 salles de bains et cuisines ont été installées.

EN CAMPAGNE AVEC LA FUNDACIÓN PARAGUAYA

Une pépinière d'entrepreneurs agricoles

Interview d'Amalio Ecisco, directeur de l'école agricole San Francisco

La Fundación Paraguaya est propriétaire de quatre écoles agricoles. En investissant dans ce type d'enseignement, l'organisation souhaite armer pour l'avenir les enfants de ses clients. Rencontre et visite de l'école San Francisco, l'un de ces établissements, en compagnie de son directeur, qui en est un ancien élève.

L'école de San Francisco, comme son nom l'indique, a été fondée par des moines franciscains, durant les années 60 du siècle passé. L'établissement a traversé au fil des années des périodes fastes et d'autres moins. Au tournant du siècle, elle a dû faire face à d'importants problèmes financiers. C'est à cette époque que la Fundación Paraguaya lui est venue en aide. Le directeur Amalio Ecisco nous en parle : « La Fundación Paraguaya n'était pas seulement prête à nous aider financièrement mais, aussi, à mieux nous organiser. Le moment était idéal pour revoir le fonctionnement de l'école. Deux grands changements ont été introduits : combiner théorie et pratique au niveau des cours et rendre l'école autosuffisante. »

Suivre son propre cap

Le modèle de l'autosuffisance repose sur cinq activités différentes : la culture maraîchère, l'élevage, les produits laitiers, l'hôtellerie et les services (entretien, marketing). Les cours portent sur ces cinq matières. « Les étudiants sont responsables de la production du fromage, des légumes et des fruits, explique Amalio Ecisco. Et ils apprennent

à faire tourner un hôtel. C'est de là que tirons nos revenus. 30% de la nourriture produite dans l'école est consommée à l'hôtel ou à l'internat. Les 70% restants sont vendus. Au niveau de notre production, les produits laitiers nous rapportent le plus. Mais c'est l'hôtel qui est le plus rentable puisqu'il génère la moitié de nos revenus. »

« Il est essentiel de pourvoir nous-même à nos moyens de subsistance. Ce lien direct entre la production, la vente et les revenus renforce le sens des responsabilités chez les jeunes. Il est autrement plus motivant de travailler dans un service rentable. De plus, cela permet à l'école de ne dépendre de personne. Nous sommes en mesure de suivre notre propre cap, en appliquant notre pédagogie et en faisant le choix de l'agriculture biologique. »

L'approche suivie par l'école est payante. Elle attire des jeunes aussi bien du Paraguay que de l'étranger. « Nous comptons 150 étudiants qui viennent de partout dans le pays et aussi de notre voisin, la Bolivie. Nous accueillons même pour le moment un jeune venu du Mali. Le rapport entre garçons et filles s'établit à pratiquement 50/50. Ils doivent quelque part avoir un intérêt à s'établir à la campagne, à y travailler et y lancer une entreprise. Et aussi adhérer à notre pédagogie qui alterne la théorie et la pratique. Étudier ici leur donne un double diplôme : l'un, plus technique, en agriculture et l'autre, un diplôme d'enseignement secondaire en gestion et administration hôtelière. »

Examen d'entrée

Une année de cours dans cette école coûte 500 USD, un montant considérable pour une famille moyenne au Paraguay. « Réussir l'examen d'entrée impose aussi d'avoir les moyens d'étudier ici. À terme, cela a donc un impact social. Tous les parents peuvent faire appel à la Fundación Paraguaya pour ouvrir une ligne de crédit afin de couvrir les frais d'étude. Il arrive aussi que les parents souscrivent un microcrédit pour lancer une affaire et se servir de ses revenus pour payer ces frais de scolarité. »

Amalio Enciso est lui-même un ancien élève de l'école. Il a commencé ses études en 2002, l'année où la Fundación Paraguaya a repris l'école. Après avoir travaillé entre autres au Honduras, il a préféré revenir au pays pour pouvoir travailler dans son ancienne école : « Cette école me tient à cœur, parce qu'elle m'a ouvert de nombreuses portes. Je trouve passionnant d'offrir aujourd'hui les mêmes opportunités aux nouvelles générations. Nous suivons nos étudiants après leur sortie de l'école. Certains entreprennent des études supérieures ; d'autres se lancent tout de suite dans un emploi, parfois alors qu'ils sont toujours en troisième année, voire créent leur propre affaire ! Dans ce cas, nous sommes toujours disposés à les aider à monter leur business plan. L'école remplit une mission essentielle : elle aide à éradiquer la pauvreté. C'est pourquoi il est important de continuer à développer l'école et à lui adjoindre de nouvelles divisions à l'avenir. »

L'école agricole de San Francisco est réputée comme l'une des meilleures du pays. La Fundación Paraguaya y propose à 150 jeunes un enseignement orienté vers la pratique. 100% autosuffisante, elle fait de ses étudiants de véritables entrepreneurs et leur enseigne la culture maraîchère, l'élevage du bétail et de la volaille, la production laitière, la gestion hôtelière et le marketing.

Interview d'Hugo Torres (19 ans), étudiant

« Je suis étudiant en troisième année, l'année terminale, ce qui me rend responsable de la production maraîchère. Je connaissais l'école depuis pas mal de temps car trois de mes frères y ont déjà étudié avant moi. J'avais également entendu parler de l'école lors d'une émission de télévision et avait lu des informations à son sujet sur les réseaux sociaux de la Fundación Paraguaya. Mais commencer des études ici n'est pas à la portée de tout le monde. Il faut d'abord passer une période de test de deux semaines, pendant laquelle vous participez à la vie de l'école comme un étudiant normal. Pendant une semaine, vous recevez de la théorie et la suivante, vous passez à la pratique. L'école veut s'assurer que l'étudiant est réellement prêt à suivre son enseignement, car les places sont limitées. Ce ne fut pas facile, mais j'ai été admis.

Entretemps, j'en suis déjà à ma dernière année ici et j'encadre les jeunes étudiants : je leur explique comment planter et récolter, mais aussi irriguer et se passer de pesticides. Chaque journée commence à 6 heures du matin, dans la serre ou dans les champs.

Ma mère a toujours cultivé un grand potager. C'était nécessaire pour assurer nos moyens de subsistance. Peut-être que cela m'a poussé inconsciemment à me diriger vers la culture maraîchère. J'ai appris ici comment cultiver des légumes biologiques et comment les soigner, mais aussi la taxonomie, les aspects économiques de l'agriculture... Je comprends bien maintenant comment toutes ces matières forment un tout. Je voudrais poursuivre mes études pour devenir ingénieur agronome. Et à l'avenir, peut-être, travailler dans l'entreprise qui m'a soutenu en m'octroyant une bourse d'études. »

« Pas de théorie sans pratique »

Le mariage entre théorie et pratique est caractéristique de l'école. Durant les deux premières années, les étudiants sont répartis en deux groupes, A et B. Pendant que le groupe A reçoit des cours théoriques durant une semaine (clase), le groupe B passe à la pratique (campo) et inversement la semaine suivante. Ces deux premières années les plongent dans toutes les matières. En troisième année, ils se spécialisent dans une discipline et deviennent des tuteurs pour les jeunes étudiants. Nous avons rencontré deux étudiants de dernière année.

« JE VOUDRAIS POURSUIVRE MES ÉTUDES POUR DEVENIR INGÉNIEUR AGRONOME »

Interview de Valentina Santander (17 ans), étudiante

« POUR MOI, LE MÉLANGE DE THÉORIE ET DE PRATIQUE EST UN ATOUT MAJEUR »

« Au terme de mes deux premières années, j'ai choisi de me spécialiser en hôtellerie. L'école possède un véritable hôtel. J'y occupe la réception. Je fais le check in et le check out des clients, je prépare les factures et donne des explications sur le domaine et ses environs. Je peux directement appliquer mes connaissances acquises ici.

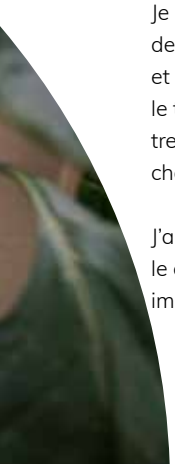
C'est la raison pour laquelle je voulais absolument étudier dans cette école. Un jour, j'ai vu sur Canal 9 une émission dans laquelle un professeur expliquait la philosophie de notre école. Pour moi, le mélange de théorie et de pratique est un atout majeur.

Ma mère m'a immédiatement soutenue lorsque j'ai voulu venir étudier ici, même si ce n'était pas à notre portée. Elle a souscrit un emprunt auprès de la Fundación Paraguaya afin de pouvoir payer mes études. Il me faut trois bus et quatre heures de route pour venir ici.

Je suis aujourd'hui en terminale et sers de tutrice aux étudiants de première et deuxième année. Je leur explique le travail à la réception ainsi que l'entretien de l'hôtel et la préparation de chambres pour les clients.

J'ai choisi l'option hôtellerie parce que le contact humain y occupe une place importante. Il faut savoir faire preuve de psychologie dans ce métier. Je trouve aussi passionnant d'accueillir dans l'hôtel des clients d'origines et de cultures très variées.

L'année prochaine, j'entrerai à l'université pour y suivre les cours hôtel et tourisme. Je veux combiner ces études avec un emploi mi-temps, idéalement dans un hôtel. Ces études durent quatre ans. Ensuite, je veux suivre une spécialisation en psychologie. On n'y est évidemment pas encore mais je trouve important de voir à long terme dans la vie.



« Le Paraguay peut concurrencer la Chine »

Angelica Gonzalez (29 ans)

BÉNÉFICIAIRE D'UN MICROCRÉDIT DE LA FUNDACIÓN PARAGUAYA

Nous rencontrons Angelica Gonzalez alors qu'elle est au four et au moulin, plongée dans les préparatifs d'un voyage d'affaires pour lequel elle doit partir le lendemain. Angelica gère sa propre entreprise familiale : un atelier de maroquinerie. Elle a commencé dans l'entreprise à l'âge de 18 ans.

« Je viens d'une famille de six enfants. Petite fille, j'accompagnais tout le temps mon père. Par la suite, j'ai étudié le marketing. Mais, mon sang ne saurait mentir. Je me suis donc petit à petit investie dans l'atelier. Je me suis familiarisée avec toutes les facettes du business pour finalement m'y jeter complètement, même si aujourd'hui je me consacre principalement à la vente.

Nous fabriquons des ceintures pour hommes, femmes et enfants, soit de couleur unie, brune ou noire, soit décorées de motifs indigènes. Nous faisons tout nous-mêmes : la création, la production, la vente. Avec les chutes de cuir, nous produisons des pantoufles et des portefeuilles. C'est autant de déchets en moins et de revenus en plus. La qualité élevée de nos produits ne souffre pas du tout de la concurrence chinoise. Voici dix ans de cela, nous avons obtenu un premier crédit de la Fundación Paraguaya, d'un montant de 10 millions de guaranís (1 500 EUR). Cet argent nous a servi à acheter davantage de matière première. Cela nous a permis d'augmenter notre production, de faire progresser notre chiffre d'affaires et aussi de mieux rémunérer notre personnel. Je travaille avec sept collaborateurs fixes et, en période de pointe, nous montons jusqu'à dix.

Nous avons rapidement pu rembourser cet emprunt. Depuis lors, nous en sommes à notre troisième. Ces emprunts nous ont permis de poser un toit sur le deuxième atelier et d'offrir à notre personnel de meilleures conditions de travail. Autre effet positif : notre cash flow s'est lui aussi amélioré. Comme nos produits nous sont payés par chèques, les crédits nous permettent de disposer toujours de suffisamment de liquidités. »

L'avenir s'annonce en rose : « Nous fabriquons un peu plus de 700 ceintures par semaine, avec des pics à 1 000 pièces. Nous pourrons bientôt agrandir notre parc de machines. Combiné à l'achat de davantage de matière première, cela nous permettra faire encore plus progresser notre chiffre d'affaires. Je n'exclus même pas de vendre à l'avenir nos produits à l'étranger. »

Rapport financier

Chiffres-clés en k€	34
Gouvernance d'entreprise	36
Comptes annuels au 31.12.2017 en k€	38
Commentaires	39
Compliance	42
Règles d'évaluation	43
Rapport du Conseil d'administration	44
Rapport du Commissaire	47
Gestion des risques	47

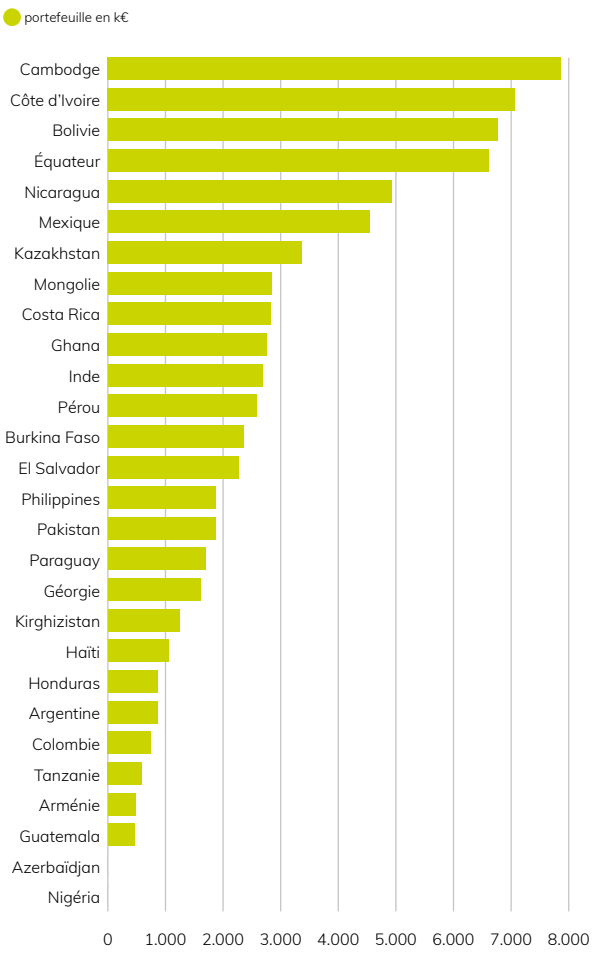
1. Chiffres clés en k€

	2017	2016
Total du bilan	85.933	63.694
Portefeuille	**74.337**	**60.122**
Participations	9.278	12.068
Prêts subordonnés	8.065	8.596
Prêts	56.995	39.458
Montant moyen des investissements dans les IMF	794	1.001
Montant moyen des prêts aux IMF	1.183	961
Fonds propres	**49.588**	**44.564**
Capital	42.207	39.017
Financements de dettes	**33.815**	**17.565**
Disponibles (non appelés)	7.435	16.685
Niveau de financement	68%	39%
Provision générale portefeuille de prêts (subordonnés)	**1.391**	**1.244**
% du total du bilan	1,62%	1,95%

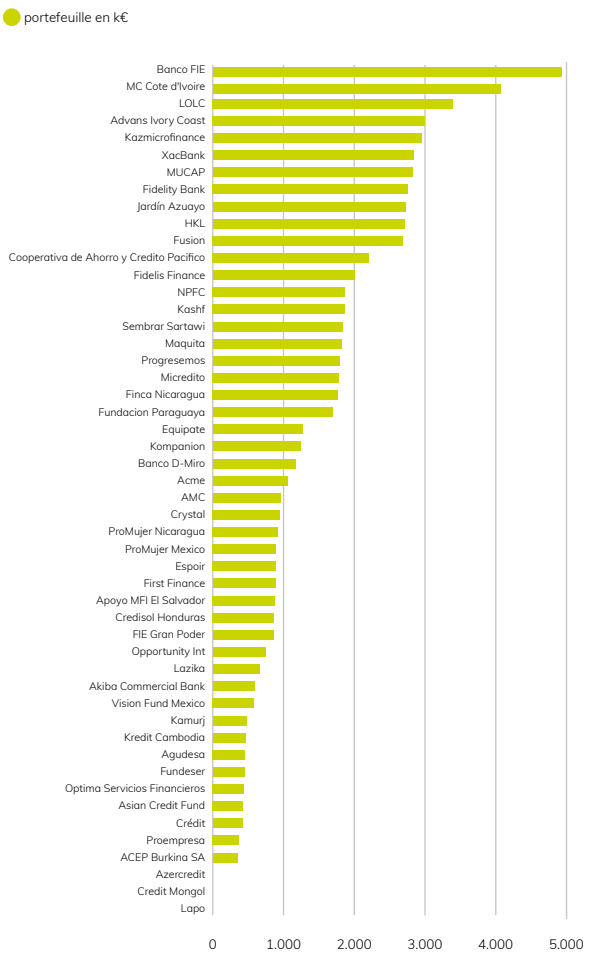
Rendement	2017	2016
Rendement du portefeuille de prêts subordonnés (TRI)	7,52%	8,32%
Rendement du portefeuille de prêts (TRI)	5,66%	6,36%
Charge de financement moyenne pondérée	2,44%	2,93%
Dividende	2,50%	2,50%

Performances IMF	2017	2016
Portefeuille IMF (M EUR)	5.822	5.461
Montant moyen des prêts (en EUR)	7.678	3.807
Nombre total de clients atteints	3.217.990	3.405.616
% de femmes	76%	73%
Portefeuille à risque - 30 jours (PAR30)	6,47%	6,23%
Nombre d'IMF	50	50
Nombre de pays	28	27

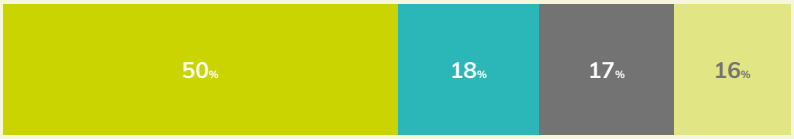
Portefeuille d'IMF par pays



Portefeuille par IMF



Portefeuille par région



- Amérique latine et Caraïbes
- Afrique
- Caucase et Asie centrale
- Asie du Sud

Portefeuille par produit

- Prêts
- Prêts subordonnés
- Participations

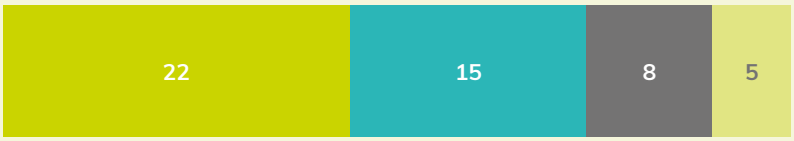
Portefeuille selon la valeur des IMF

- Grandes IMF (Portefeuille > 20 millions d'€)
- IMF moyennes (20 millions d'€ > portefeuille > 5 millions d'€)
- Petites IMF (5 millions d'€ > portefeuille)

Portefeuille selon le nombre de clients

- Grand nombre de clients (clients > 20.000)
- Faible nombre de clients (10.000 > clients)
- Nombre moyen de clients (20.000 > clients > 10.000)

Portefeuille selon le montant moyen des prêts



- Montant moyen des prêts élevé (MMP > 2.000 €)
- Montant moyen des prêts moyens (2.000 € > MMP > 1.000 €)
- Petit montant moyen des prêts (1.000 €> MMP > 500 €)
- Très faible montant moyen des prêts (500 € > MMP)

2. Gouvernance d'entreprise

Assemblée générale

L'Assemblée générale des Actionnaires se réunit le dernier mercredi d'avril de chaque année. L'édition 2017 s'est tenue le 26 avril 2017.

Conseil d'Administration

Le Conseil d'administration s'est réuni à trois reprises en 2017. Ces réunions sont consacrées à l'analyse des rapports financiers, du budget annuel et du fonctionnement général d'Incofin scfs.

Les membres du Conseil d'administration ne reçoivent pas de rémunération ni de remboursement, ni d'avantage de toute nature pour leur mandat.

La composition du Conseil d'administration fin 2017 était la suivante :

Président

Frans Verheeke - *Président de Volksvermogen*

Administrateurs

Willy Bosmans - *Particulier*
Benoît Braeckman - *Ancien chef de gestion de patrimoine chez Electrabel*
Erik Brijs - *Vice-président d'Accounting & Control Umicore*
Jos Daniëls - *Président honoraire du Conseil d'administration de KBC Assurances*
Frank De Leenheer - *Investor Relations & Corporate Communications Manager Gimv*
Alfons De Potter - *Vice-président d'ACV-CSC Bâtiment - industrie & énergie*
Johan De Schamphelaere - *Administrateur de vdk bank*
Rein De Tremerie - *Vice-président de Volksvermogen*
Frank Degraeve - *Responsable grandes entreprises chez Crelan*
Eric Delecluyse - *Ancien président d'ACV-CSC Alimentation et services*
Yvan Dupon - *Particulier*
Michiel Geers - *Secrétaire général de Volksvermogen*
Tony Janssen - *Ancien président d'ACV-CSC Métal et Fédération européenne des métallurgistes*
Mark Leysen - *Président de Vanbreda Risk & Benefits*
Greet Moerman - *Administrateur du Fonds social pour les employés de l'industrie alimentaire*
Guy Pourveur - *Administrateur de sociétés*
André Sarens - *Directeur gestion de Participations de réseau Electrabel*
Frans Samyn - *Président de Tabor*
Ignace Schatteman - *Auditeur interne de vdk bank*
Marc Timbremont - *Ancien directeur général de Huisvesting Het Volk*
Anne Van Autreve - *Gouvernement flamand – Département International Flandre - Chef du département*
Peter van den Brock - *Ancien Directeur d'a. D. Pax-Bank, Vorstand Pax-Bank-Stiftung*
Leen Van den Neste - *Président du Comité de Direction de vdk bank*
Miguel Van Hoof - *Administrateur de Wereld Missie Hulp*
Ann Van Impe - *Compliance Officer de vdk bank*
Patrick Vandenberghe - *Président d'ACV-CSC Bâtiment – industrie & énergie*
Bart Vannetelbosch - *Administrateur du Fonds social pour les ouvriers de l'industrie alimentaire*
Henri Vansweevelt - *Ancien Vice-président du groupe Bekaert*
Frank Vereecken - *Directeur de vdk bank*
Koenraad Verhagen - *Conseiller en investissements en microfinance*
Jan Verheeke - *Secrétaire général de Milieu- en Natuurraad van Vlaanderen*
Pieter Verhelst - *Membre du comité exécutif du Boerenbond*
Luc Versele - *Président de Crelan*
Dirk Vyncke - *Président honoraire de Vyncke*
Vic Van de Moortel - *General Manager Corporate Sustainability du Groupe KBC*
Francis Deknudt - *Directeur de Deknudt Mirrors*
Klaartje Vandersypen - *Particulier*
Patrick Vandenberghe - *Président d'ACV-CSC Bâtiment – industrie & énergie*

Administrateurs honoraires

Jan Bevernaege - *Président de Volksvermogen*
Erik Bruyland - *Ancien journaliste Senior chez Trends*
Frank Lambert - *Président de l'Antwerp Management School Fund pour l'entrepreneuriat durable et innovant*
Guido Lamote - *Ancien CEO de Trias*
Paul Steppe - *Président honoraire du Comité de direction de Centea*
Walter Vandepitte - *Président honoraire du Groupe AVEVE*
Roland Van der Elst - *Ancien professeur à l'EHSAL*

Comité de gestion

Le Comité de gestion est responsable de la préparation et du suivi des stratégies, des objectifs et des projets à court et long termes, des budgets et du suivi des questions générales de la société. Le Comité de gestion s'est réuni à cinq reprises en 2017.

Le Comité de gestion est composé des membres suivants :

- Frans Verheeke (Président)
- Willy Bosmans
- Jos Daniëls
- Eric Delecluyse
- Yvan Dupon
- Leen Van den Neste
- Ann Van Impe

Le mandat du Comité de gestion n'est pas rémunéré.

Comité d'investissement

Le Comité d'investissement est chargé de l'application de la politique d'investissement de la société, telle que déterminée dans les directives d'investissement. Le Comité d'investissement est composé des membres du Conseil d'administration spécialisés dans les questions financières et la problématique du développement. Le Comité s'est réuni à douze reprises en 2017.

Les membres du Comité d'investissement sont :

- Frans Verheeke (Président)
- Johan De Schamphelaere
- Tony Janssen
- Michiel Geers
- Peter van den Brock
- Ignace Schatteman
- Pieter Verhelst
- Frank Degraeve

Le mandat du Comité d'investissement n'est pas rémunéré.

Comité d'audit

Le Comité d'audit exerce une fonction de surveillance des procédures et processus de la société, ainsi que de tous les aspects ayant trait aux risques et à leur gestion. Le Comité d'audit est composé de membres du Conseil d'administration et s'est réuni trois fois en 2017.

- Frans Samyn (Président)
- Marc Timbremont
- Henri Vansweevelt

Le mandat du Comité d'audit n'est pas rémunéré.

Commissaire

La société Deloitte Réviseurs d'Entreprises, représentée par Maurice Vrolix, a été désignée comme commissaire d'Incofin scfs lors de l'Assemblée générale des Actionnaires du 26 avril 2017, et ce pour 3 ans.

Première rangée de gauche à droite : Ann Van Impe, Frans Verheeke, Leen Van den Neste, Willy Bosmans, Tony Janssen, Anne Van Autreve
Deuxième rangée de gauche à droite : Justin Daerden, Rein De Tremerie, Pieter Verhelst, Michiel Geers, Johan De Schamphelaere, Luc Versele, Guy Pourveur
A droite, dans le fond, de gauche à droite : Peter Van den Brock, Frank Degraeve, Ignace Schatteman, Miguel Van Hoof
Dans l'escalier, première rangée de gauche à droite : Jan Verheeke, Eric Delecluyse, Dirk Vyncke
Dans l'escalier, deuxième rangée de gauche à droite : Frans Samyn, Frank Vereecken, Henri Van Sweevelt
Dans l'escalier, troisième rangée de gauche à droite : Frank De Leenheer, Yvan Dupon

3. Comptes annuels au 31.12.2017 en k€

Bilan

Actifs	12/2017	12/2016
Portefeuille de participations	**9.278**	**12.068**
Valeur d'acquisition	6.305	9.587
Dividendes en actions	4.189	3.637
Réduction de valeur	-1.216	-1.156
Portefeuille de prêts subordonnés	**7.891**	**8.489**
Portefeuille de prêts subordonnés > 1 an	7.265	8.065
Portefeuille de prêts subordonnés < 1 an	800	531
Provision générale	-174	-107
Portefeuille de prêts	**55.778**	**38.321**
Portefeuille de prêts > 1 an	31.438	23.21
Portefeuille de prêts < 1 an	26.515	17.565
Réduction de valeur	-959	-1.317
Provision générale	-1.217	-1.137
Actifs circulants	**1.948**	**1.32**
Autres créances	85	421
Comptes de régularisation	1.863	899
Liquidités	**11.039**	**3.496**
Actifs	**85.933**	**63.694**

Passifs	12/2017	12/2016
Fonds propres	**49.588**	**44.564**
Capital	42.207	39.017
Réserves	1.404	1.262
Résultat reporté	5.977	4.284
Fonds empruntés	**33.815**	**17.565**
Financements de dettes > 1 an	29.815	15.565
Financements de dettes < 1 an	4.000	2.000
Dettes à court terme	**2.530**	**1.565**
Autres dettes	923	276
Dividendes	1.005	884
Provision Assistance technique	147	119
Comptes de régularisation	455	287
Passifs	**85.933**	**63.694**

Compte de résultats

Compte de résultats	12/2017	12/2016
Produits d'exploitation	**5.991**	**4.420**
Portefeuille de participations	**2.719**	**1.643**
Dividendes en espèces	217	244
Dividendes et actions	600	650
Plus-value/(moins-value) vente	1.963	924
Réductions de valeur	-61	-174
Portefeuille de prêts subordonnés	**590**	**313**
Intérêts	642	385
Commissions initiales	14	9
Provision générale	-67	-81
Portefeuille de prêts	**2.123**	**2.615**
Intérêts	2.621	2.356
Commissions initiales	155	131
Réductions de valeur	-572	-118
Reprise Provision générale	470	652
Provision générale	-550	-406
Autres profits	**559**	**-152**
Frais d'exploitation	**-2.162**	**-1.665**
Commission de gestion Incofin IM	-1.445	-1.222
Assurance portefeuille	-200	-149
Cotisation Assistance technique (AT)	-100	-50
Provision supplémentaire AT	-100	-50
Reprise provision AT	72	18
Frais AT	-72	-18
Communication	-279	-130
Autres produits et services	-138	-113
Résultat opérationnel net	**3.829**	**2.754**
Résultats financiers	**-798**	**-665**
Intérêts	-635	-618
Divers	-163	-47
Résultat avant impôts	**3.031**	**2.089**
Impôt des sociétés	-	-
Intérêts précompte mobilier	-191	-154
Résultat après impôts	**2.840**	**1.936**

Cash-flow

Cash-flow	12/2017
Cash-flow d'exploitation	
EBIT	3.829
Autres résultats de trésorerie	-354
Résultats hors trésorerie	-723
Portefeuille de participations	**-539**
Réduction de valeur	61
Dividendes en actions	-600
Portefeuille de prêts subordonnés	**67**
Provision générale	67
Portefeuille de prêts	**-278**
Provision générale	550
Reprise Provision générale	-470
Réduction de valeur	-359
Assistance technique (AT)	**28**
(Augmentation)/diminution des actifs circulants/du passif	189
Cash-flow sur base du résultat	**2.941**
Cash-flow d'investissement	
(Augmentation)/diminution du portefeuille de participations	3.329
(Augmentation)/diminution du portefeuille de prêts subordonnés	531
(Augmentation)/diminution du portefeuille de prêts	-17.178
Cash-flow libre	**-10.377**
Flux de trésorerie financier	
Augmentation/(diminution) du capital	3.189
Dividendes payés au titre de l'exercice précédent	-884
Augmentation/(diminution) des financements de dettes	16.250
Intérêts versés financements de dettes 2015	-708
Augmentation/(diminution) des intérêts à payer	73
Cash-flow net	**7.543**
Liquidités période précédente	3.496
Liquidités période en cours	**11.039**

4. Commentaires

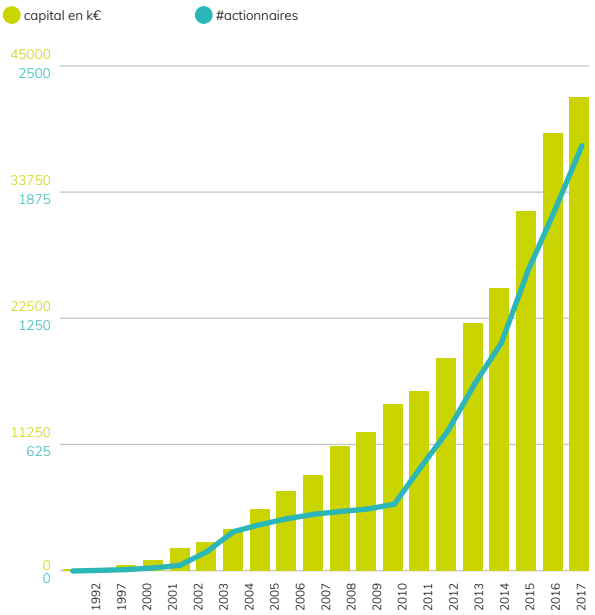
Structure de financement

Capital

En 2017, le capital des actionnaires a augmenté de 3.189 à 42.207 k€, soit une hausse de 8 % par rapport à 2016. Ce capital est représenté par 2.108 actionnaires.

Aperçu des actionnaires		
Actionnaires détenant plus de 1 % du capital		
Wereld-Missiehulp vzw/asbl	1.562	3,7%
Volksvermogen	1.510	3,6%
ACV Metea	1.263	3,0%
vdk bank	1.146	2,7%
Congrégation Hospitalière des Soeurs de la Charité de J.M.	1.003	2,4%
Anonyme	3.120	7,4%
Abdij der Norbertijnen van Averbode	1.003	2,4%
Gouvernement flamand – Département International Flandre	1.000	2,4%
Fonds social pour les employés de l'industrie alimentaire	727	1,7%
BRS ASBL	560	1,3%
ACV-CSC Bâtiment – industrie & énergie	521	1,2%
Crelan SA	521	1,2%
ACV-CSC Alimentation et services	521	1,2%
Gimv	521	1,2%
Tradicor	469	1,1%
de Kade vzw/asbl	503	1,2%
Actionnaires < 1 % du capital	**25.257**	**59,8%**
Totale	**42.207**	**100,0%**

Évolution du capital



Financements de dettes

	> 1 ans			< 1 ans			Valeur comptable	
	12/2016	+/-	12/2017	12/2016	+/-	12/2017	12/2016	12/2017
ACV-CSC Metea	1.000	500	1.500		500	500	1.000	2.000
Belfius	3.000	3.750	6.750				3.000	6.750
Bank fur Kirche und Caritas	5.000	5.000	10.000				5.000	10.000
Crelan*								
Hefboom	1.000	-500	500		500	500	1.000	1.000
KBC Bank**	2.565	1.000	3.565				2.565	3.565
LBC	500	-500			500	500	500	500
vdk bank	2.500	5.000	7.500	2.000	500	2.500	4.500	10.000
	15.565	**14.250**	**29.815**	**2.000**	**2.000**	**4.000**	**17.565**	**33.815**

*ligne de crédit disponible de 1.000 k€
**ligne de crédit disponible de 6.435 k€

Niveau de financement

	12/2017
Fonds propres	49.588
Financements de dettes	33.815
Niveau de financement (max. 100 %)	**68,2%**
Augmentation max. des financements de dettes	**15.773**
Crédits disponibles	7.435

Vue d'ensemble du portefeuille

Portefeuille de participations en k€

IMF	Date Investissement	Devise	Pays	Valeur d'acquisition			Dividendes et actions			Réductions de valeur			Valeur comptable	
				12/2016	+/-	12/2017	12/2016	+/-	12/2017	12/2016	+/-	12/2017	12/2016	12/2017
ACEP Burkina SA	25/9/2009	XOF	Burkina Faso	351		351							351	351
Acme	14/7/2009	HTG	Haïti	782	271	1.053							782	1.053
Akiba Commercial Bank	30/4/2008	TZS	Tanzanie	530		530	60		60				591	591
Banco FIE	28/8/2008	BOB	Bolivie	1.356		1.356	3.037	540	3.577				4.392	4.932
Confianza SAA	1/5/2013	PEN	Pérou	2.516	-2.516								2.516	
FIE Gran Poder	11/8/2009	ARS	Argentine	1.189		1.189	466		466	-1.156	-61	-1.216	500	439
Proempresa	25/8/2010	PEN	Pérou	284		284	73	12	85				357	369
Portefeuille IMF				**7.007**	**-2.245**	**4.762**	**3.637**	**552**	**4.189**	**-1.156**	**-61**	**-1.216**	**9.488**	**7.735**
Impulse	16/11/2005	EUR	Belgique	131		131							131	131
Incofin IM	23/7/2009	EUR	Belgique	395		395							395	395
Fair Trade Fund	3/9/2012	USD	Luxembourg	583		583							583	583
MFX LLC	25/6/2009	USD	États-Unis	355		355							355	355
Rural Impulse Fund	15/10/2008	USD	Luxembourg	1.037	-1.037								1.037	
FPM SA	7/10/2014	USD	Congo, RDC	79		79							79	79
Portefeuille non IMF				**2.580**	**-1.037**	**1.543**							**2.580**	**1.543**
Portefeuille de participations				**9.587**	**-3.282**	**6.305**	**3.637**	**552**	**4.189**	**-1.156**	**-61**	**-1.216**	**12.068**	**9.278**

Portefeuille de prêts subordonnés en k€

IMF	Date Investissement	Devise	Pays	> 1 an			< 1 an			Réductions de valeur			Valeur comptable	
				12/2016	+/-	12/2017	12/2016	+/-	12/2017	12/2016	+/-	12/2017	12/2016	12/2017
Emprunts subordonnés existants				**8.065**	**-800**	**7.265**	**531**	**269**	**800**				**8.596**	**8.065**
Finca Nicaragua	26/8/2015	USD	Nicaragua	1.772		1.772							1.772	1.772
HKL	7/7/2016	USD	Cambodge	1.344	-269	1.075		269	269				1.344	1.344
LOLC	15/4/2016	USD	Cambodge	2.124	-531	1.593	531		531				2.655	2.124
MUCAP	20/12/2016	USD	Costa Rica	2.825		2.825							2.825	2.825
Total de prêts subordonnés				**8.065**	**-800**	**7.265**	**531**	**269**	**800**				**8.596**	**8.065**

Portefeuille de prêts en k€

IMF	Date d'investissement	Devise	Pays	> 1 ans			< 1 ans			Amortissement			Valeur comptable	
				12/2016	+/-	12/2017	12/2016	+/-	12/2017	12/2016	+/-	12/2017	12/2016	12/2017
Portefeuille IMF				**23.210**	**8.228**	**31.438**	**17.565**	**8.950**	**26.515**	**-1.317**	**359**	**-959**	**39.458**	**56.995**
Prêts existants				**21.659**	**-14.065**	**7.595**	**3.113**	**11.347**	**14.460**	**-387**	**-572**	**-959**	**24.386**	**21.096**
AMC	6/1/2017	USD	El Salvador	957		957							957	957
Apoyo MFI El Salvador	28/5/2016	USD	El Salvador	880	-880		880		880				1.759	880
Asian Credit Fund	18/8/2016	KZT	Kazakhstan	425	-425			425	425				425	425
Azercredit	29/7/2012	USD	Azerbaïdjan				366	-17	348	-366	17	-348		
Banco D-Miro	7/12/2015	USD	Équateur	1.378	-212	1.167							1.378	1.167
Cooperativa de Ahorro y Credito Pacifico	30/8/2016	USD	Pérou	886	-443	443	443		443				1.329	886
Credit Mongol	30/9/2013	EUR	Mongolie				21	-9	11	-21	9	-11		
First Finance	2/5/2016	USD	Cambodge	884		884							884	884
Fundeser	1/7/2016	USD	Nicaragua	451		451							451	451
HKL	7/8/2015	USD	Cambodge	1.364	-1.364			1.364	1.364				1.364	1.364
Jardín Azuayo	23/6/2015	USD	Équateur	2.727	-1.364	1.364		1.364	1.364				2.727	2.727
Kamurj	26/12/2016	USD	Arménie	478	-239	239		239	239				478	478
Kashf	8/12/2016	USD	Pakistan	1.869	-1.869			1.869	1.869				1.869	1.869
Kredit Cambodia	27/1/2016	USD	Cambodge	460	-460		460		460				920	460
Lapo	9/9/2013	NGN	Nigéria				284	39	323		-323	-323	284	
Lazika	11/2/2015	USD	Géorgie	661	-661		661		661				1.322	661
Maquita	2/8/2016	USD	Équateur	1.343		1.343							1.343	1.343
MC Cote d'Ivoire	6/1/2016	XOF	Côte d'Ivoire	1.066	-1.066			1.066	1.066				1.066	1.066
Micredito	27/9/2016	USD	Nicaragua	1.783	-1.783			1.783	1.783				1.783	1.783
NPFC	7/12/2016	EUR	Philippines	466	-466			390	390		-276	-276	466	114
Opportunity Int	13/6/2016	COP	Colombie	748		748							748	748
Optima Servicios Financieros	28/4/2016	USD	El Salvador	441	-441			441	441				441	441
Promujer Mexico	7/1/2016	MXN	Mexique	896	-896			896	896				896	896
Promujer Nicaragua	9/12/2015	NIO	Nicaragua	919	-919			919	919				919	919
Vision Fund Mexico	3/11/2016	MXN	Mexique	580	-580			580	580				580	580
Nouveaux prêts					**20.318**	**20.318**		**9.111**	**9.111**					**29.429**
Credisol Honduras	14/3/2017	HNL	Honduras		312	312		156	156					469
Crystal	6/3/2017	USD	Géorgie		950	950								950
Fidelity Bank	31/3/2017	USD	Ghana		2.071	2.071		690	690					2.761
Progresemos	27/6/2017	MXN	Mexique		896	896		896	896					1.792
Sembrar Sartawi	27/3/2017	USD	Bolivie		918	918		918	918					1.837
XacBank	17/2/2017	USD	Mongolie		1.894	1.894		947	947					2.841
Fie Gran Poder	28/7/2017	USD	Argentine		422	422								422
Kazmicrofinance	10/7/2017	KZT	Kazakhstan		2.947	2.947								2.947
Fusion	7/7/2017	INR	Inde		2.687	2.687								2.687
Fidelis Finance	29/9/2017	XOF	Burkina Faso		1.000	1.000		1.000	1.000					2.000
Kredit	26/9/2017	USD	Cambodge		419	419								419
Credisol Honduras	5/9/2017	HNL	Honduras		265	265		132	132					397
Equipate	2/10/2017	USD	Mexique		846	846		423	423					1.270
MC Cote d'Ivoire	27/10/2017	XOF	Côte d'Ivoire		1.500	1.500		1.500	1.500					3.000
Advans Ivory Coast	8/11/2017	XOF	Côte d'Ivoire		1.500	1.500		1.500	1.500					3.000
Fundacion Paraguaya	15/11/2017	PYG	Paraguay		1.690	1.690								1.690
One Puhunam	15/12/2017	PHP	Philippines					948	948					948
Renouvellements				**1.550**	**1.975**	**3.526**	**4.645**	**-1.702**	**2.943**				**6.196**	**6.469**
Cooperativa de Ahorro y Credito Pacifico	29/6/2015	USD	Pérou				455	-455					455	
Cooperativa de Ahorro y Credito Pacifico	30/6/2017	USD	Pérou		1.323	1.323								1.323
Espoir	8/6/2017	USD	Équateur					894	894					894
Espoir	8/6/2016	USD	Équateur				890	-890					890	
Maquita	27/2/2015	USD	Équateur				442	-442					442	
Maquita	27/2/2017	USD	Équateur		475	475								475
One Puhunam	3/5/2017	PHP	Philippines					809	809					809
One Puhunam	3/5/2016	PHP	Philippines				834	-834					834	
Kompanion	28/11/2016	USD	Kirghizistan	1.550	-1.550		311	-311					1.861	
Kompanion	30/11/2017	USD	Kirghizistan					1.240	1.240					1.240
Agudesa	2/12/2015	GTQ	Guatemala				497	-497					497	
Agudesa	2/12/2017	GTQ	Guatemala		457	457								457
LOLC	20/12/2014	USD	Cambodge				1.218	-1.218					1.218	
LOLC	20/12/2017	USD	Cambodge		1.271	1.271								1.271
Prêts remboursés							**9.806**	**-9.806**		**-931**	**931**		**8.876**	
Credo	30/3/2015	USD	Géorgie				909	-909					909	
i-Finance	16/11/2015	USD	Congo, RDC				931	-931		-931	931			
Optima Servicios Financieros	7/5/2015	USD	El Salvador				227	-227					227	
Samic	9/6/2015	USD	Cambodge				675	-675					675	
TenGer	27/12/2013	USD	Mongolie				1.087	-1.087					1.087	
Asian Credit Fund	25/7/2014	KZT	Kazakhstan				324	-324					324	
Crystal	30/9/2014	USD	Géorgie				785	-785					785	
KIF	24/12/2014	USD	Timor oriental				613	-613					613	
FIE Gran Poder	28/7/2016	USD	Argentine				448	-448					448	
Vision Fund Mexico	29/3/2016	MXN	Mexique				661	-661					661	
Enlace	25/8/2016	USD	El Salvador				886	-886					886	
Caja de Crédito de Sonsonate	23/12/2015	USD	El Salvador				915	-915					915	
Faten	9/12/2015	USD	Territoires palestiniens occupés				524	-524					524	
Vision Fund Cambodia	30/12/2014	USD	Cambodge				821	-821					821	
Total portefeuille de prêts				23.210	8.228	31.438	17.565	8.950	26.515	-1.317	359	-959	39.458	56.995

5. Compliance

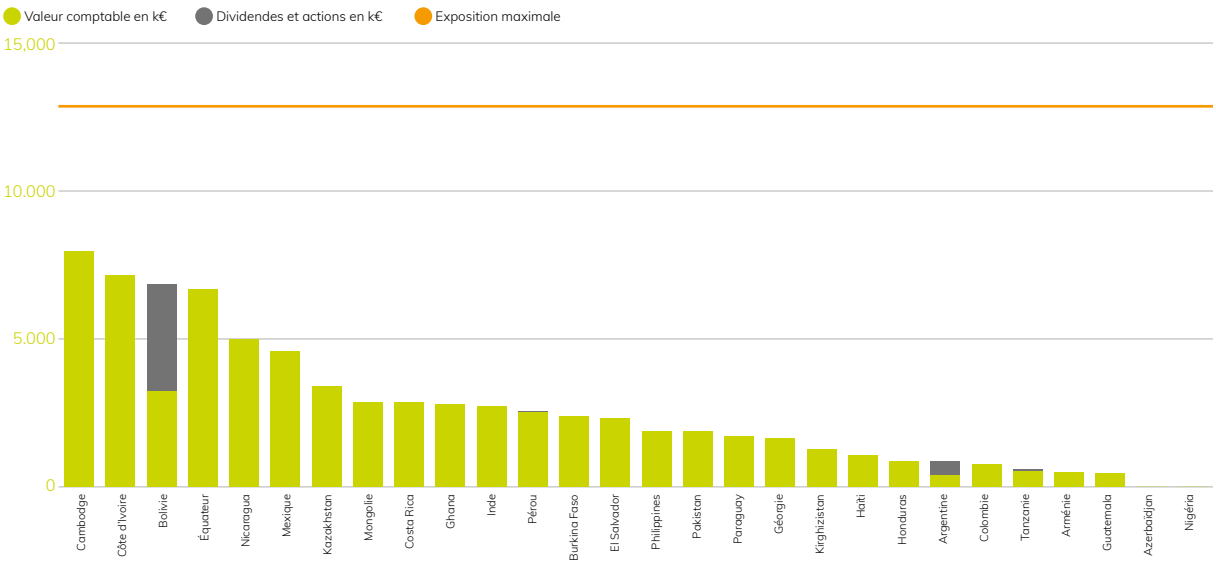
Directives de fonds

- Selon les directives du fonds, la répartition des risques suivante a été établie : la valeur comptable par pays et IMF ne peut dépasser respectivement 15 et 10 % de l'actif total d'Incofin.
- Incofin limite ses participations dans les IMF et autres fonds à hauteur de 75 % maximum de ses fonds propres.

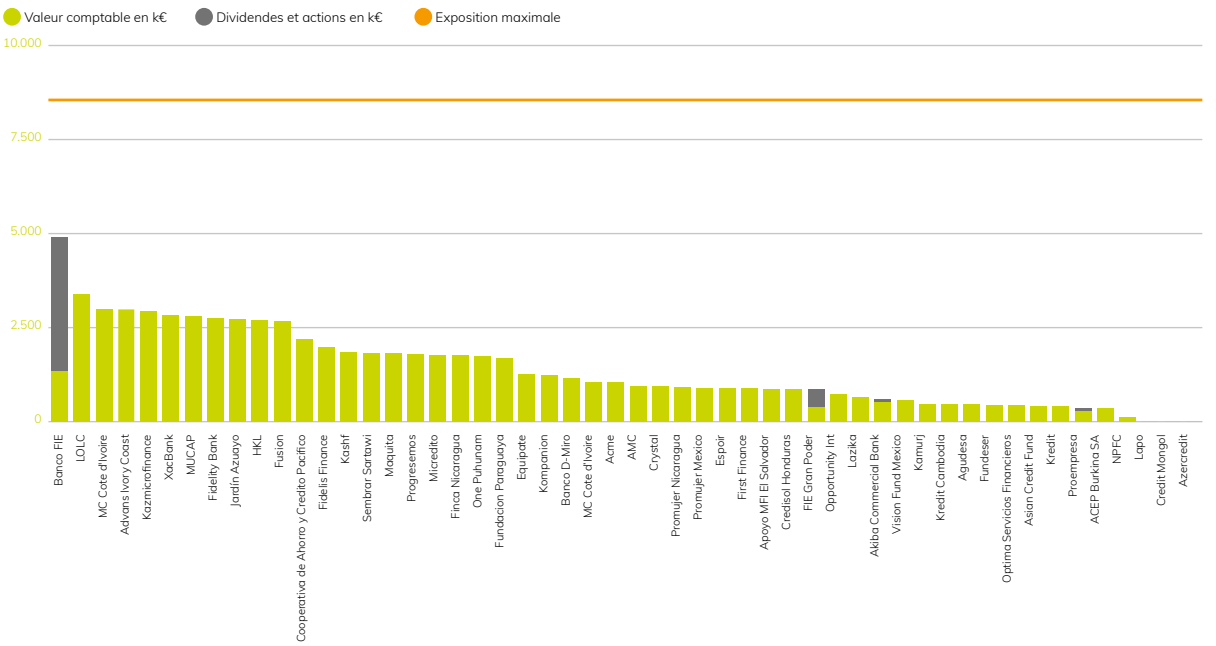
Compliance

Répartition des risques dans le portefeuille

Exposition par pays



Exposition par IMF



Valeur comptable du portefeuille de participations

	12/2017
Fonds propres	49.588
Valeur comptable max. (75 %)	37.191
Portefeuille de participations	9.278
Valeur comptable actuelle	19%

6. Règles d'évaluation

Les règles d'évaluation telles qu'établies par les dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du code des sociétés (et plus précisément son livre II, titre I, chapitre II relatif aux règles d'évaluation) s'appliquent sans préjudice des règles d'évaluation spécifiques décrites ci-après. Sauf mention contraire, les numéros d'articles renvoient aux articles dudit Arrêté Royal du 30 janvier 2001.

Actifs

Sans préjudice des règles d'évaluation spécifiques décrites ci-après, chaque élément de l'actif est évalué séparément à sa valeur d'acquisition et est porté au bilan pour cette même valeur, déduction faite des amortissements et réductions de valeurs y afférents (art. 35, premier alinéa).

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus. Elles sont amorties sur la durée de vie économique des actifs, à savoir 5 ans pour les logiciels.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus. Elles sont amorties sur la durée de vie économique des actifs, à savoir :

- Bureautique 5 ans
- Ordinateurs 3 ans
- Mobilier 10 ans

Participations et actions

Les participations et actions sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus (art. 41, §2). Une réduction de valeur est appliquée en cas de moins-value ou dépréciation durable justifiée par la situation, la rentabilité ou les perspectives de la société dans laquelle les participations ou actions sont détenues (art. 66, §2 – A.R. 30.01.2001). Les participations et actions figurant aux immobilisations financières ne sont pas réévaluées (art. 57, §1). Une fois qu'une réduction de valeur a été faite, il sera procédé pour la participation concernée à une réévaluation à concurrence du prix d'acquisition initial si la situation, la rentabilité et les perspectives de la société (selon l'évaluation du Conseil d'administration) le justifient.

Titres à revenu fixe

Les titres à revenu fixe sont évalués à leur valeur d'acquisition. La différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement est intégrée au résultat prorata temporis sur une base linéaire.

Créances à plus d'un an et à moins d'un an

Sans préjudice aux dispositions des articles 67, §2, 68 et 73, les créances sont portées au bilan à leur valeur nominale (art. 67, §1) à la date de clôture de l'exercice.

En vertu de l'article 68, ces créances font l'objet de réductions de valeur si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis.

Afin de prendre en compte le risque exceptionnel de crédit et de devises associé à l'octroi de crédits à des pays à risque dont le climat politique et économique est instable, une réduction de valeur globale est inscrite chaque année à hauteur de 1 % des encours du portefeuille d'investissement pondérés en fonction des scores de risque ECA publiés par pays, sous forme de créances. Ces réductions de valeur globales sont inscrites conformément à l'article 47 de l'AR Code des sociétés, étant donné qu'il s'agit ici de créances présentant des qualités techniques et juridiques identiques.

Le niveau de ces réductions de valeur peut être ajusté en fonction de données historiques de perte.

Placements de trésorerie et valeurs disponibles

Sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition ou à la valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice si celle-ci est inférieure (art. 74).

Passifs

Provisions pour risques et charges

Les provisions ont pour objet de couvrir des pertes ou charges nettement circonscrites quant à leur nature mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont probables ou certaines, mais indéterminées quant à leur montant (art. 50 – A.R. 30.01.2001).

Dettes à plus d'un an et à moins d'un an

Sans préjudice aux dispositions des articles 77, 67, §2 et 73, les créances sont portées au bilan à leur valeur nominale (art. 67, §1).

Conversion de devises étrangères (Art. 34.)

Les transactions en devises étrangères sont comptabilisées au cours indiqué à la date de la transaction.

Toutes les créances et dettes en devises étrangères sont couvertes contre les différences de change possibles par le biais de swaps de devises ou de contrats à terme. Ces créances ou dettes sont évaluées au cours de couverture convenu contractuellement.

D'autres actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont convertis au cours de clôture à la date du bilan. Les profits et pertes résultant de transactions en devises étrangères et de la conversion des actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont inscrits dans le compte de résultats. Les éléments non monétaires évalués à la valeur d'acquisition dans une devise étrangère sont convertis au cours applicable à la date de détermination de la valeur d'acquisition.

Les résultats financiers mentionnent les différences de change positives et négatives sur base nette.

7. Rapport du Conseil d'administration

Nous faisons ici rapport de l'exercice 2017 et vous demandons d'approuver les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2017. Le Conseil d'Administration a surveillé les activités de la société en tenant compte de sa finalité sociale spécifique.

Performances sociales

Incofin est une société d'investissement à finalité sociale. Le Conseil d'Administration d'Incofin veille à ce que la société opère dans le respect de sa mission sociale. L'impact des investissements d'Incofin sur le terrain est considérable. Incofin scfs investit dans 50 institutions de microfinance (IMF), réparties entre 28 pays, souvent dans des régions difficiles. L'intervention de ces institutions financières locales assure un énorme effet levier pour les investissements d'Incofin scfs. Ensemble, ces IMF touchent 3,2 millions de clients, dont 76 % de femmes. Incofin scfs veille à ce que les IMF défendent le bien-être et les progrès de leurs clients. Cela est suivi à travers une méthode de mesure standardisée.

Les IMF du portefeuille d'Incofin scfs sont des institutions financières saines et performantes : elles disposent d'un portefeuille de crédits de bonne qualité (avec des arriérés limités), maintiennent les frais généraux sous contrôle et sont rentables.

Incofin scfs prévoit chaque année un budget pour une précieuse assistance technique. Ce budget permet aux partenaires financiers d'Incofin scfs dans les pays en développement de faire appel à une aide. Ce soutien consiste en l'intervention d'experts en microfinance qui peuvent partager leurs connaissances avec les collaborateurs des institutions concernées. Cela permet alors d'améliorer considérablement le fonctionnement des IMF à différents niveaux (gestion des risques, développement de produits, etc.). Compte tenu de l'important effet levier de cette assistance technique, le Conseil d'Administration d'Incofin scfs a décidé en 2017 de doubler le budget disponible dans ce cadre pour le faire passer de 50 à 100 k€ par an. En 2017, 7 institutions de microfinance ont bénéficié de ce budget pour un montant de 72 k€. Pour Incofin scfs, le soutien à travers l'assistance technique représente un moyen supplémentaire important de réaliser sa mission sociale.

Commentaire relatif au bilan d'Incofin scfs pour l'exercice 2017

À la clôture de l'exercice 2017, le bilan total d'Incofin scfs s'élevait à 85.933 k€, soit une augmentation de 34,92 % par rapport à l'exercice précédent. Les fonds propres d'Incofin scfs s'élevaient en fin d'exercice à 49.588 k€ contre 44.564 k€ pour l'exercice 2016. Le capital souscrit augmente de 3.189 k€ à 42.207 k€ grâce à l'arrivée de nouveaux actionnaires ainsi qu'à l'apport supplémentaire d'actionnaires existants.

Pour l'exercice 2017, le Conseil d'administration d'Incofin scfs propose de verser aux actionnaires une indemnisation du capital de 1.005 k€ (soit 2,5 % de dividendes). Les nouveaux associés et les associés ayant augmenté leur capital pendant l'exercice seront rémunérés au prorata en vertu de l'article 34 des statuts.

Les dettes sous forme de prêts à court et long termes ont diminué de 16.250 k€ en 2017. À la clôture de l'exercice 2017, Incofin scfs avait contracté pour 33.815 k€ de dettes, soit 68 % des fonds propres. Par ailleurs, le fonds détient toujours des lignes de crédit non utilisées pour un montant total de 7.435 k€. Conformément aux directives établies par le Conseil d'administration, ces lignes de crédit peuvent être utilisées à concurrence de 100 % du volume des fonds propres.

À la clôture de l'exercice, le portefeuille d'investissements s'élevait à 74.337 k€ et était composé pour 9.278 k€ de participations et 65.060 k€ de prêts, dont quatre prêts subordonnés de 8.065 k€. Le portefeuille de prêts en 2017 se composait de 53 prêts à 47 institutions de microfinance réparties dans 26 pays.

La baisse du portefeuille de participations de 2.790 k€ à 9.278 k€ s'explique principalement par la vente de 100 % de la participation dans Confianza en septembre 2017. Fin décembre, Incofin scfs a aussi reçu 2.212 k€ du fonds Rural Impulse, en liquidation depuis le 1er août 2017 après avoir atteint sa date d'échéance. Comme les actifs n'ont pas encore tous été vendus, d'autres paiements sont encore attendus. Des (i) dividendes en actions ont par ailleurs été reçus de Banco Fie et Financiera ProEmpresa à hauteur de 552 k€ et (ii) une dévaluation supplémentaire a été actée sur la participation dans Fie Gran Poder à hauteur de 61 k€ à la suite d'une nouvelle dépréciation du peso argentin en 2017 et (iii) un investissement supplémentaire à hauteur de 271 k€ a été acté sur la participation d'ACME.

Au terme de l'exercice, le portefeuille de prêts s'élevait à 65.060 k€. La provision générale pour réductions de valeur éventuelles s'élevait au terme de l'exercice à 1.391 k€, soit 2,1 % du portefeuille de prêts, et est déduite du portefeuille de prêts.

Historiquement, Incofin scfs a émis pour 205 millions € de prêts, dont 1 % seulement n'a pas été récupéré. Il peut donc en être conclu que la qualité du portefeuille de prêts des IMF, dans lesquelles Incofin scfs investit, est particulièrement excellente.

En 2015, Incofin scfs avait dévalué les prêts à Azercredit et Credit Mongol à 100 %. En 2017, nous avons reçu des remboursements des deux institutions à hauteur de respectivement 17 k€ et 9 k€.

La créance sur Azercredit était couverte par une assurance investissement conclue avec Credendo. En ce qui concerne cette créance, un accord a été conclu en 2017 avec le paiement de 50 % du montant dû par Credendo. Ce dossier est par conséquent considéré comme clôturé.

En raison de problèmes de transfert au Nigeria, Lapo (malgré des liquidités suffisantes) n'a pas pu procéder au remboursement de son emprunt à Incofin SCFS à l'échéance prévue. Le prêt a par conséquent été dévalué à 100 %. Ce risque de transfert est couvert par Credendo. Après introduction et approbation de ce dossier, 90 % du montant ont été compensés. Les perspectives concernant ce dossier sont que Lapo pourra procéder au remboursement de son emprunt en 2018.

En 2017, l'institution philippine NPFC a rencontré des problèmes opérationnels et financiers. Le recouvrement de l'emprunt est de ce fait devenu incertain, avec dans un premier temps une révision avec des remboursements partiels moins élevés. NPFC est parvenue à honorer les premiers remboursements. L'institution a toutefois demandé une nouvelle révision du plan de remboursement fin 2017, ce qui a amené Incofin SCFS à dévaloriser cette créance de 67 %. La réduction de valeur a été couverte par une reprise de la provision générale.

Les liquidités disponibles en fin d'exercice s'élevaient à 11.039 k€, en hausse de 7.543 k€ par rapport à fin 2016. Cette hausse est la conséquence du prélèvement de quelques lignes de crédit (en raison de nouvelles augmentations ou de dates d'échéance à respecter). Plusieurs investissements prévus n'ont par ailleurs pas été exécutés au dernier trimestre pour diverses raisons. Ces liquidités disponibles offrent suffisamment de marge à Incofin scfs pour la croissance prévue du portefeuille en 2018. Le solde concerne essentiellement des intérêts prévus sur le portefeuille de prêts pour un montant de 1.863 k€ et d'autres créances pour un montant de 85 k€ (principalement Credendo et de la TVA à recouvrer).

Au titre des obligations hors bilan, nous relevons les contrats avec KBC Bank et MFX Solutions sous forme d'échanges swaps sur taux d'intérêt interdevise et d'opérations à terme afin de couvrir les risques de change liés aux encours de prêts aux IMF. Tous les intérêts et flux de capitaux non libellés en euros émis pour des prêts en monnaie locale sont couverts par Incofin scfs au moyen d'un swap sur devises. En fin d'exercice 2017, Incofin scfs disposait de produits de couverture pour un montant notionnel total de 55.994 k€ au cours de couverture, soit 86 % du portefeuille de prêts en cours. Les 14 % restants du portefeuille de prêts contiennent des prêts en franc CFA ouest-africain (code ISO XOF). Cette devise est arrimée au cours de l'EUR. En 2017, le volume de prêts couverts en monnaies exotiques aux IMF représentait 28 % des prêts couverts. Les 72 % restants sont des prêts en USD à des IMF.

Commentaire relatif au compte de résultats d'Incofin scfs pour l'exercice 2017

Incofin scfs clôture l'exercice sur un résultat après impôts de 2.840 k€, soit une nette progression par rapport à l'exercice précédent (2016 : 1.936 k€).

Les résultats financiers récurrents s'élèvent à 3.892 k€ et consistent essentiellement (i) en intérêts perçus sur les prêts aux IMF pour 3.263 k€, (ii) en dividendes en actions perçus pour 600k€ , (iii) en dividendes reçus en espèces à hauteur de 217 k€, (iv) en coûts de financement pour 169 k€, (v) en frais de financement pour 635 k€ et (vi) en d'autres frais pour 163 k€.

Les résultats financiers non récurrents de 1.902 k€ comprennent la plus-value réalisée sur la vente de Confianza et du Rural Impulse Fund et la réduction de valeur supplémentaire sur FIE Gran Poder à hauteur de 61 k€.

Les réductions de valeur sur créances fin 2017 concernent un résultat positif de 719 k€ (contre un coût de 766 k€ pour l'exercice précédent) et se composent (i) d'une réduction de valeur spécifique sur Lapo à hauteur de 323 k€ et sur NPFC à hauteur de 276 k€, (ii) d'une reprise de réductions de valeur spécifiques sur Azercredit et Credit Mongol suite à des remboursements à hauteur de 26 k€, (iii) de la constitution d'une provision générale de 617 k€ et (iv) de la reprise de la provision générale de 470 k€. La provision générale pour anticiper de possibles défauts de paiement et fluctuations de devises s'élève à 1,62 % de l'encours net du portefeuille de prêts (pondéré sur la base des notes de risque ECA).

Les services et biens divers s'élèvent à 2.108 k€ en 2017 et sont 34% plus élevés qu'en 2016.

Le bénéfice courant avant impôts pour l'exercice 2017 s'élève à 3.031 k€ , soit une progression de 45 % par rapport à 2016 grâce aux bons résultats du portefeuille de participations et à la vente des participations dans Confianza et Rural Impulse Fund.

Après déduction du précompte mobilier prélevé sur les intérêts perçus à l'étranger, le bénéfice de l'exercice s'élève à 2.840 k€.

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes annuels au 31 décembre 2017. Après approbation, nous proposons d'imputer le bénéfice de l'exercice et le bénéfice reporté de l'exercice précédent comme suit :

Bénéfice à affecter	**7.124.157 euros**
Bénéfice de l'exercice à affecter	2.839.749 euros
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	4.284.408 euros
Affectation aux fonds propres	**141.987 euros**
Dotations à la réserve légale	141.987 euros
Affectation aux réserves indisponibles	0 euros
Affectation au capital et prime d'émission	0 euros
Résultat à reporter	**5.977.268 euros**
Résultat à reporter	5.977.268 euros
Bénéfice à distribuer	**1.004.902 euros**
Bénéfice à distribuer	1.004.902 euros

Risques et incertitudes

En conséquence de son activité, Incofin scfs est sujette à une série de risques comme, notamment, des risques de crédit, des risques de pays, des risques de change et des risques de liquidités. Le Conseil d'administration consacre l'attention nécessaire au suivi de ces risques et estime que les risques sont limités et plus que suffisamment couverts.

Données sur les événements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement important susceptible d'avoir un impact sur les chiffres d'Incofin scfs au 31 décembre 2017 n'est survenu après la fin de l'exercice.

Administrateurs

Veuillez également vous prononcer sur la décharge à donner au Conseil d'administration et à tous les administrateurs individuellement concernant l'exercice du mandat durant l'exercice écoulé.

Commissaire

Veuillez également vous prononcer sur la décharge à donner au commissaire concernant l'exercice du mandat durant l'exercice écoulé.

Démissions

- Monsieur Alfons de Potter a présenté sa démission le 19 septembre 2017 en tant que membre du Conseil d'administration
- Monsieur André Sarens a présenté sa démission le 5 décembre 2017 en tant que membre du Conseil d'administration.

Les membres suivants ont présenté leur démission avec prise d'effet le 26 avril 2018 :

- Madame Klaartje Vandersypen
- Monsieur Mark Leysen
- Monsieur Erik Brijs
- Monsieur Francis Deknudt
- Madame Rein De Tremerie
- Monsieur Ignace Schatteman
- Madame Ann Van Impe
- Monsieur Frank Vereecken
- Monsieur Yvan Dupon
- Monsieur Benoît Braeckman
- Monsieur Patrick Vandenberghe
- Monsieur Miguel Van Hoof
- Monsieur Johan De Schamphelaere
- Monsieur Jan Verheeke
- Monsieur Frank Degraeve
- Monsieur Tony Janssen
- Madame Greet Moerman

Nominations

- Le Conseil d'administration a coopté le 19 septembre 2017 Monsieur Justin Daerden comme membre du Conseil d'administration (en remplacement de Monsieur Alfons De Potter) dans l'attente de la confirmation de sa nomination par la prochaine Assemblée générale. Il est proposé de confirmer la nomination de Monsieur Justin Daerden comme membre du Conseil d'administration. Son mandat courra jusqu'à l'Assemblée générale de 2021.
- Il est proposé de nommer Madame Anita Dewispelaere comme membre du Conseil d'administration. Son mandat courra jusqu'à l'Assemblée générale de 2024.

Fin de mandat/Reconductions

Les mandats suivants d'administrateurs expireront le jour de l'Assemblée générale du 25 avril 2018 et ne seront pas renouvelés :

- Monsieur Jos Daniëls
- Monsieur Marc Timbremont
- Monsieur Bart Vannetelbosch
- Monsieur Henri Vansweevelt
- Monsieur Dirk Vyncke

Les mandats suivants d'administrateurs expireront le jour de l'Assemblée générale du 25 avril 2018. Il est proposé de renouveler ces mandats pour la période statutaire de six ans jusqu'à l'Assemblée générale de 2024 :

- Madame Leen Van den Neste
- Monsieur Koenraad Verhagen

Nouvelle composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration d'Incofin scfs s'est penché notamment les 17-18 février 2017, à l'occasion de la session stratégique à Cadzand, sur la « gouvernance » de la société. La session s'est terminée par une série de recommandations approuvées ensuite formellement lors de la réunion du Conseil d'Administration du 16 mars 2017.

Concrètement, décision a été prise (i) de transformer le Conseil d'Administration d'Incofin scfs en Conseil consultatif stratégique et (ii) de transformer le « Comité de direction » en un Conseil d'Administration officiel, plus petit que le Conseil d'Administration actuel.

Décision a été prise également de limiter le Conseil d'Administration à 15 membres environ, de le rajeunir, de le féminiser et de le composer en fonction de « clusters » d'actionnaires. La recomposition a été confiée au Comité de direction.

Par conséquent, le nouveau Conseil d'Administration se composera des personnes suivantes :

- Président
- Madame Leen Van den Neste
- Monsieur Eric Delecluyse
- Monsieur Michiel Geers
- Monsieur Justin Daerden
- Monsieur Vic Van de Moortel
- Monsieur Luc Versele
- Monsieur Frank De Leenheer
- Monsieur Peter van den Brock
- Monsieur Guy Pourveur
- Monsieur Koenraad Verhaegen
- Monsieur Willy Bosmans
- Madame Anne van Autreve
- Monsieur Frans Samyn
- Monsieur Pieter Verhelst

8. Rapport du commissaire

Le commissaire Deloitte Réviseurs d'Entreprises SCCRL, représenté par Maurice Vrolix, a remis une déclaration sans réserve au sujet des comptes annuels légaux, avec un paragraphe d'observations.

Compte tenu du référentiel comptable applicable en Belgique, les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2017 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société.

9. Gestion des risques

Risques propres à l'offre et à la détention d'actions

Risques liés à l'investissement en actions

Comme tout investissement en actions, un investissement dans des actions Incofin scfs comporte des risques économiques : les investisseurs doivent tenir compte, au moment où ils envisagent de procéder à un investissement, de la possibilité de perdre la totalité de leur investissement en actions.

Liquidité restreinte des actions Incofin

Il n'existe pas de marché secondaire sur lequel les actions d'Incofin scfs sont négociées. Bien qu'il soit possible pour un actionnaire de se retirer du capital conformément à la procédure prévue dans les statuts, la liquidité est relativement limitée. En outre, les fonds recueillis auprès d'Incofin scfs sont réinvestis le plus efficacement possible dans les activités-clés. Ces fonds sont placés pour une durée indéterminée suivant les différents contrats avec les IMF comme fonds de roulement destiné au financement des micro-entrepreneurs et ne sont par conséquent pas immédiatement disponibles en vue d'une sortie.

Les statuts (article 10) prévoient que les associés ne peuvent se retirer ou demander un rachat partiel de leurs actions que durant les six premiers mois de l'exercice après accord du conseil d'administration. Enfin, les actions ne peuvent être cédées que sous réserve de l'accord du Conseil d'administration.

Risques liés à des variations futures du dividende

Les rendements obtenus par le passé n'offrent aucune garantie pour l'avenir et aucune garantie n'est donnée quant aux rendements futurs. Le dividende peut baisser ou augmenter jusqu'à 6 % maximum tel que stipulé dans la loi du 20/7/1955 sur les sociétés coopératives agréées par le Conseil national de la Coopération. Incofin scfs n'émet ni pronostics, ni estimations concernant l'évolution du rendement du dividende.

Risques propres à l'activité d'Incofin scfs

Incofin scfs est un acteur spécialisé dans le secteur de la microfinance. Incofin scfs investit directement et indirectement dans des IMF actives dans les pays en voie de développement qui fournissent des services financiers et de microcrédit aux petits entrepreneurs locaux.

Les décisions d'investissement d'Incofin scfs sont prises par le Comité d'investissement qui se compose d'une équipe d'experts qualifiés jouissant d'une vaste expertise en matière financière et juridique. Ces personnes connaissent le secteur de la microfinance et sont à même d'évaluer valablement les risques liés à un investissement. Le Comité d'investissement suit de près l'évolution et la gestion de l'ensemble des risques mentionnés ci-après.

La directive 2011/61/UE du Parlement et du Conseil européens du 8 juin 2011 relative aux gestionnaires de fonds d'investissements alternatifs et modifiant les Directives 2003/41/CE et 2009/65/CE et les Règlements (CE) n°1060/2009 et (UE) n°1095/2010 ("Directive») a été transposée en droit belge par la loi sur les OPCA.

Après une analyse approfondie de la loi sur les OPCA et après discussion avec la FSMA, il a été conclu qu'Incofin scfs tombait sous le champ d'application de cette loi. L'impact de cette loi sur les activités d'Incofin scfs est toutefois limité pour les deux raisons suivantes :

- Incofin scfs bénéficie du règlement minimis tel que prévu par l'article 106 de la loi sur les OPCA ; et
- Incofin scfs est un fonds de développement visé à l'article 2, 1° de la loi du 1er juin 2008 et tombe de ce fait sous le régime d'exception de la loi sur les OPCA, tel que prévu à l'article 180 §2 2° de la loi sur les OPCA.

Conformément à l'article 107 de la loi sur les OPCA, Incofin scfs a adressé une notification à la FSMA. Incofin scfs se conformera aux obligations de mise à jour du dossier d'inscription conformément à l'article 107 § 2 de la loi sur les OPCA.

Il n'y a pas d'autre impact sur le fonctionnement d'Incofin scfs, ni sur la relation avec Incofin Investment Management en tant que conseiller en fonds.

Risques de crédit

Incofin scfs investit dans des institutions de microfinance qui à leur tour accordent des crédits à des personnes qui très souvent ne peuvent pas présenter de garanties réelles. Incofin scfs collabore également avec de tels fonds et institutions de microfinance. On ne peut donc pas exclure le fait que les institutions de microfinance dans lesquelles investit Incofin scfs ou avec lesquelles elle collabore deviennent à un moment donné insolvables, ce qui entraînerait la perte de l'investissement d'Incofin scfs. Incofin scfs gère ce risque en :

- procédant à une analyse financière rigoureuse ;
- évaluant le planning de l'entreprise ;
- évaluant la gestion et la direction ;
- faisant établir régulièrement des rapports sur l'évolution des activités ;
- assurant un suivi régulier sur place.

Risques de pays

Incofin investit dans des pays en développement qui sont soumis à des risques de pays considérables. Ces risques comprennent le risque politique (par exemple, risque de guerre ou de guerre civile) et le risque de transfert (impossibilité de rapatrier les fonds investis du pays en raison d'une pénurie de monnaie ou d'autres mesures administratives du pays). Pour couvrir ces risques, Incofin scfs a souscrit une assurance auprès de Credendo Group, l'assureur crédit à l'exportation belge, qui assure l'intégralité du portefeuille d'investissement d'Incofin contre ces risques (moyennant une franchise de 10 %).

Incofin diversifie son portefeuille d'investissement (constitué de participations en capital et de prêts) et répartit ses risques de manière prudente sur la base d'une politique de répartition des risques élaborée par le Comité d'investissement. Cette politique prévoit que pour aucun pays ou IMF l'exposition ne peut dépasser respectivement 15 et 10 % de l'actif total d'Incofin scfs.

Risques de marché

Les investissements sont également exposés à des risques liés au marché et au contexte, qui ne peuvent être couverts techniquement par des assurances. Ces risques comprennent notamment les facteurs liés au contexte économique, à la sécurité juridique ainsi qu'à la qualité de la réglementation locale sur les institutions de microfinance. Incofin scfs analyse minutieusement ces aspects et établit par ailleurs une répartition géographique équilibrée en termes de composition du portefeuille afin de limiter ce risque autant que possible.

Malgré l'expérience du gestionnaire de fonds dans le secteur de la microfinance, aucune garantie n'existe quant à l'identification d'investissements suffisamment attractifs et à l'obtention d'une répartition optimale du portefeuille. Chaque contrat est le résultat d'une négociation et la conclusion d'une transaction requiert les accords du Comité d'investissement ainsi que de l'IMF concernée.

Risques de change

Incofin scfs gère activement le risque de change en utilisant des techniques de couverture (comme les swaps de devises, les contrats à terme, etc.). Le risque de change sur les participations en monnaie locale n'est pas couvert activement. Dans ces cas, on prévoit que le rendement sur l'investissement compensera la dépréciation éventuelle de la monnaie concernée.

Risque d'intérêt

Incofin scfs a recours d'une part au financement de dettes et place d'autre part des prêts en monnaie étrangère dans des IMF. Les intérêts auxquels ces opérations se réalisent au fil du temps sont sujets aux influences du marché. Incofin scfs tente toujours de faire en sorte que la marge entre les intérêts débiteurs et créditeurs demeure suffisante pour assurer la poursuite de la croissance d'Incofin scfs. Le conseiller en fonds gère ce risque (i) en appliquant des taux d'intérêt fixes, tant pour les transactions entrantes que sortantes et (ii) en déterminant un rendement « minimum » pour toutes les transactions de prêt.

Risque de liquidité

Étant donné le niveau élevé de liquidité et de maturité du portefeuille de prêts, le risque de liquidité du fonds est relativement limité. La trésorerie disponible (y compris les lignes de crédit disponibles) et les prêts en court qui expirent durant l'exercice à venir sont toujours largement suffisants pour faire face aux besoins de financement et aux éventuelles défaillances de crédit.

Colophon

Éditeur responsable
Loïc de Cannière, directeur général Incofin Investment Management

Conception, maquette, copywriting et coordination
Cantilis (www.cantilis.be)

Photographie
Incofin scfs, Fundación Paraguaya et Cantilis

INCOFIN CVSO